

la gauche

Belgie - Belgique
P.B.
1/9352
Afgiftekantoor Brussel 7

PRIX: 1,50 EURO
48^E ANNEE • JUIN 2005

#14

Comprendre le monde pour le changer

éd. resp. David Dessers, Rue Plantin 20, 1070 Bruxelles



Débat
Revenu garanti: la panacée?

Le retour des fous de Dieu



Le sommet du G8 se tiendra cette année à Gleneagles, en Ecosse, du 6 au 9 juillet prochain. Une fois de plus, les représentants des huit nations les plus puissantes de la planète (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie, Japon, Russie) se réuniront pour discuter des priorités et des exigences de l'économie mondiale. Ils annoncent également, à grands renforts de trompettes, leur intention de consacrer une grande partie de leurs débats à l'Afrique, à la dette des pays du Sud et... à la réduction de la pauvreté dans le monde. La campagne de relations publiques masquant une énième supercherie est d'ores et déjà lancée... PAR YANNICK BOVY

G8 ALTERNATIVES

A l'initiative de la coalition britannique "G8 Alternatives"⁽¹⁾, une "semaine d'action contre le G8" est prévue à Edinburgh du 1er au 8 juillet. G8A est une large coordination d'organisations, de mouvements et d'individus qui regroupe à la fois les mouvements résolument opposés au G8 et à ses politiques, et ceux qui privilégient le dialogue et le travail de "lobbying". La volonté étant de "rassembler le plus largement possible les anticapitalistes, les organisations de développement, les syndicalistes, les militants pacifistes, les écologistes, les militants des droits humains, etc., pour échanger, débattre et manifester contre les politiques néolibérales et militaristes du G8". Au programme:

Vendredi 1er juillet

Marche d'ouverture du contre-sommet

Samedi 2 juillet

A 11 h, manifestation massive à Edinburgh, à l'appel de la coalition G8A et de la campagne "Make Poverty History"⁽²⁾, campagne qui rassemble plus de 400 ONG, syndicats, églises, personnalités, etc. au Royaume Uni, et qui appelle à "un commerce plus juste, à l'annulation de la dette, à une plus importante aide au développement".

Dimanche 3 juillet

Sommet "Alternatives au G8" à

Edinburgh. Huit conférences plénières et plus de 36 ateliers / séminaires, répartis dans des salles de spectacle de la ville et dans les locaux de l'université (Usher Hall, Queens Hall & Edinburgh University).

Lundi 4 juillet

En matinée, blocage de la base militaire de Faslane afin d'exiger sa fermeture⁽³⁾. Cette base abrite notamment des sous-marins nucléaires. Transport en bus prévu. Organisation: Trident Ploughshares, Campaign for Nuclear Disarmament (CND), Scottish CND, en collaboration avec G8 Alternatives.

Mardi 5 juillet

En matinée, manifestation devant le centre fermé de Dungavel⁽⁴⁾. Contre les centres fermés, pour le droit d'asile, l'arrêt des expulsions et les régularisations. Transport en bus prévu au départ de Glasgow et d'Edinburgh.

Mercredi 6 juillet

A midi, "D'autres mondes sont possibles": marche-manifestation devant les portes du très luxueux Hôtel de Gleneagles, le jour de l'ouverture du sommet officiel du G8. A 60 km d'Edinburgh. Départs prévus en train, en bus, en voiture... Accès facile, en fonction du bon vouloir de la police et de l'armée. Actuellement, la manifestation est

autorisée par les autorités locales et écossaises. Le parlement écossais a même voté une motion en sa faveur...

Notons ici que l'une des préoccupations centrales des organisateurs de la "semaine d'action contre le G8" est de faire en sorte que les dizaines de milliers de personnes venues participer à la grande manifestation du samedi et au sommet alternatif du dimanche restent à Edinburgh au moins jusqu'au mercredi 6, jour de la manifestation à Gleneagles. Ils souhaitent rassembler plus de 50.000 manifestants ce jour-là.

Jeudi 7 et vendredi 8 juillet

Plusieurs activités sont au programme de ces deux journées, orchestrées principalement par les groupes regroupés sous la bannière "Dissent"⁽⁵⁾ (lire La Gauche, mai 2005). Des débats, des animations, un village de la résistance... Le jeudi, un tournoi de golf populaire sera organisé, sur les somptueux terrains de golf qui jouxtent l'hôtel de Gleneagles. Le vendredi sera consacré à une journée d'action contre les politiques qui provoquent et aggravent les changements climatiques. ■

(1) www.g8alternatives.org.uk; (2) www.makepovertyhistory.org; (3) www.faslaneg8.com; (4) Glasgow Campaign to Welcome Refugees, glas-camref@hotmail.com; (5) www.dissent.org.uk - dissentinfo@gmail.com

Logement à Edinburgh: places de logement gratuites dans des bâtiments publics. Infos sur www.g8alternatives.org.uk

Départ de Bxl en bus: le 01/07 au matin. Premier retour le 03/07 (possibilité d'un autre retour le 07/07).

Inscriptions jusqu'au 10/06: en envoyant vos coordonnées (nom, prénom, adresse, téléphone et date de retour souhaitée) par mail à l'adresse suivante: info@wsf.be. Infos: 02/ 250 12 68. Validation de l'inscription dès réception du virement (aller-retour 110 euros ou 95 euros étudiants/chômeurs/pensionnés) sur le compte du Forum social de Belgique: 523-0801861-37, avec la communication: "Bus G8".

Après-midi d'info par le Forum Social de Belgique le 07/06, de 13h30 à 17h, rue de la linière, 11 à Bruxelles. Tél: 02/ 250 12 68.

Un dossier du CADTM sur le G8 dans *Les Autres Voix de la Planète* de juin 2005. Infos: CADTM, 345, Avenue de l'Observatoire, 4000 Liège.

Tél.: 04 / 226 62 85. Site Web: www.cadtm.org Courriel: yannick@cadtm.org

Les commémorations officielles du 60e anniversaire de la fin de la seconde guerre mondiale auront été une fois de plus un exercice de révisionnisme historique intense. Afin de légitimer leurs politiques impérialistes d'aujourd'hui, les gouvernements Bush et Blair ont tracé une continuité linéaire entre leur "guerre contre le terrorisme" et la lutte contre l'Allemagne nazie. L'une et l'autre étant autant de combats de leur lutte éternelle pour la "démocratie" et la "liberté" contre les "forces obscures du mal". Au-delà de ces pauvres justificatifs idéologiques, il y a effectivement une continuité certaine puisque, pour la bourgeoisie britannique et étatsunienne de l'époque, il s'agissait avant tout d'une guerre pour le partage du monde en éliminant un impérialisme rival menaçant. Il y a également continuité dans les méthodes. La chute finale du nazisme et les crimes absolus de ce dernier permettent de minimiser, voire d'ignorer purement et simplement les crimes

Il n'est donc pas étonnant que le rôle décisif joué l'Armée rouge et par les mouvements de Résistance soit minimisé ou occulté par les élites, les médias et une bonne partie de l'historiographie. Or, de 1941 à 1945, les trois quarts de l'armée nazie ont combattu sur le Front de l'Est et ils y a connu les trois quarts de leurs pertes totales. L'URSS fut bel et bien le tombeau de la Wehrmacht et les 20 millions de victimes soviétiques témoignent de la violence extrême de la lutte et des sacrifices consentis. Au moment où les GI's ont posé le pied en Normandie en 1944, cette armée allemande avait déjà été saignée à blanc et n'était de plus en plus composée que d'adolescents et de vieillards.

Face à cet insupportable torrent de révisionnisme historique, certains tordent malheureusement le bâton dans l'autre sens. Remettre à sa juste place (c'est à dire à la première) le rôle de l'Armée rouge et des peuples soviétiques n'implique pas pour

La Mémoire résistante

des impérialismes Alliés: les bombardements massifs aveugles et militairement parfaitement inutiles des populations civiles allemandes et des pays occupés; la destruction d'Hiroshima et de Nagasaki alors que le Japon avait déjà virtuellement perdu la guerre; la répression sanglante des révoltes anti-coloniales (Inde, Algérie), etc. Entre Dresde, Hiroshima, Hanoï, Belgrade ou Falloujah, il y a des différences d'échelle, mais non de méthode.

Comme le soulignait à juste titre notre camarade Ernest Mandel, la deuxième guerre mondiale fut de nature multiple; en plus d'une guerre inter-impérialiste, il y avait également une guerre spécifique de défense nationale de l'URSS -Etat non-capitaliste contre l'impérialisme nazi- ainsi que diverses formes de guerres de libération nationale révolutionnaires et/ou anti-coloniales (Chine, Yougoslavie, mais aussi plusieurs mouvements de la Résistance en Europe occupée). Cette partie de l'histoire dérange car elle est celle des peuples qui ont lutté de manière autonome pour leur propre libération, y compris sociale comme on l'a vu avec la vague révolutionnaire au moment de la Libération.

autant de fermer les yeux sur le fait que le prix de la victoire finale aurait pu être payé à bien moindre coût s'il n'y avait pas eu les erreurs criminelles de la bureaucratie stalinienne.

Le 9 mai 1945 doit-il occulter le rôle de cette bureaucratie dans la montée du nazisme en Allemagne ou dans la Guerre d'Espagne, qui fut la dernière chance pour le mouvement ouvrier international de vaincre le fascisme et le danger d'une nouvelle guerre impérialiste ? Dans un article du mois de mai du Monde Diplomatique⁽¹⁾, la victoire de l'URSS contre le nazisme justifie ainsi a posteriori le Pacte Hitler-Staline de 1939 et les purges stalinienne des années 36-38 ! C'est "par pertes et profits" que ces événements ont ouvert la voie à la guerre d'agression de l'impérialisme allemand et que l'affaiblissement de l'Armée rouge (plus de la moitié de ses officiers ont été liquidés lors des procès de Moscou) a failli provoquer son effondrement lors de l'invasion du 22 juin 1941. Il aura fallu au peuple soviétique quatre années de combats sanglants pour reconquérir les territoires perdus en à peine 4 mois en 1941. Cela non plus, il ne faut pas l'oublier. ■

(1) "L'Union soviétique par pertes et profits", Annie Lacroix-Ruiz, *Le Monde Diplomatique*, mai 2005.

Pendant une longue période après l'invention de l'agriculture, l'intervention humaine dans la nature s'est résumée essentiellement à ceci: l'être humain consommait des produits agricoles qu'il restituait au sol sous forme d'excréments. Le cercle de la circulation matérielle entre l'humanité et la nature était bouclé, le prélèvement net sur les ressources se limitant en gros à l'extraction minière et au défrichement de la forêt. PAR DANIEL TANURO

Le RETOUR de la question des SOLS

L'urbanisation a brisé le cercle. Dans l'Antiquité déjà, le ravitaillement de Rome (qui a compté jusqu'à un million d'habitants) impliquait d'importants prélèvements sans restitution: le blé venait surtout de Sicile et du Nord de l'Afrique, mais les déjections des Romains ne retournaient évidemment pas à l'expéditeur... La dégradation initiale des sols du Maghreb remonte à cette époque.

L'urbanisation capitaliste a démultiplié la problématique. Vers le milieu du XIXe siècle, le fondateur de la chimie du sol, Liebig, lança un cri d'alarme: l'industrie exigeant toujours plus de bras, et l'augmentation de la productivité agricole rendant possible un exode rural massif, il en découlait logiquement que les sols risquaient de s'appauvrir du fait du transfert de matières de la campagne vers la ville, sans retour. La dégradation des sols prit effectivement une ampleur d'autant plus grande que l'agriculture aussi était devenue capitaliste: transformée en marchandise, la terre fut saignée à l'égal du travail, et le sol fut gravement dégradé dans de vastes contrées.

Le développement des sciences permit d'éviter les pires prédictions de Liebig. La seconde moitié du XIXe vit en effet l'invention des engrais nitrés, phosphatés et potassiques. L'extension du défrichement, l'amélioration des pratiques culturales, le développement de l'agronomie et l'augmentation spectaculaire de la productivité agricole firent le reste - suivies ensuite, au XXe siècle, par la "chimisation" croissante de l'agriculture.

Pourtant, en dépit de ces ripostes humaines, le transfert de matières s'est poursuivi -et avec lui la dégradation des sols. Un aspect essentiel de celle-ci est le déstockage de la matière organique qui donne au sol sa structure, ses capacités de rétention d'eau et qui en fait un milieu vivant habité par une faune très riche. Or, la base de la matière organique, c'est le carbone. Les sols (végétation non comprise) constituent la plus grande réserve de carbone de la biosphère. La perte de matière organique des sols peut se mesurer en perte de carbone, et cette perte est impressionnante: globalement, plus de 40% du carbone contenu dans les sols a été perdu au cours du XXe siècle. La reconstitution de ce stock prendrait des dizaines de siècles...

Et qu'est-il devenu, ce carbone? Pour l'essentiel, il a fini dans l'atmosphère sous forme de gaz carbonique. La dégradation des sols nous menace donc non seulement directement, par la perte de fertilité qu'elle implique, mais aussi indirectement, en tant que contribution majeure au réchauffement de la planète⁽¹⁾. Il n'est donc pas étonnant que, par un curieux retour de l'histoire, les inquiétudes concernant les sols reviennent tout doucement au premier plan de l'actualité scientifique, comme c'était le cas à l'époque où Karl Marx rédigeait *Le Capital*...

Comment le capitalisme surmontera-t-il la difficulté cette fois-ci? En faisant la promotion d'une meilleure gestion des sols, ce qui est évidemment positif en soi mais reste limité

en pratique par les rapports capitalistes. En transformant des sols en "puits de carbone forestiers", ce qui est gros de conflits sociaux avec des communautés qui exploitent la forêt, ou qui refusent que leurs terres cultivées soient transformées en forêt. En diffusant la culture sans labour... pas condamnable en soi mais combinée en pratique à l'usage massif d'herbicides et d'OGM résistants à ceux-ci⁽²⁾.

Un peu partout, des agriculteurs résistent et inventent des pratiques alternatives. Pour les unifier en un programme, on peut encore s'inspirer de Marx, qui avait bien assimilé l'enseignement de Liebig. Loin de n'être qu'une métaphore, son concept de "métabolisme entre l'homme et la nature" englobe très prosaïquement le nécessaire retour du fumier à la terre. Dans ce cadre, Marx avait tracé une orientation générale qui reste d'une parfaite pertinence: *"la circulation matérielle entre l'homme et la nature doit être rétablie d'une manière systématique, sous une forme appropriée au développement humain intégral, et comme loi régulatrice de la production sociale"*⁽³⁾.

Le vieux barbu a pas mal de choses à dire sur la crise écologique, à telle enseigne qu'on se demande comment ceux qui se réclament de lui sont passés à côté de tant de défis... ■

(1) En fait, jusqu'à la deuxième guerre mondiale, la dégradation des sols a été la première cause d'augmentation de l'effet de serre, le relais n'étant pris qu'ensuite par la combustion des combustibles fossiles. / (2) 30% des terres aux USA sont cultivées sans labour. / (3) *Le Capital*, Livre I, ed. Sociales, p. 997-998.

Après des années de mutisme sur la question, plusieurs chanteuses se revendiquent du féminisme, et en alimentent leurs textes. Observe-t-on un regain de conscience féministe parmi les jeunes femmes artistes des diverses scènes musicales (rock, rap, chansons, techno) ? La question aurait été balayée d'un revers de manche voici deux ans. La période semblait irrévérablement dominée par le triomphe des stars r'n'b à la Nadya (Victoire de la musique, c'est dire si cette cérémonie sert avant tout de caisse enregistreuse). PAR QUEEN MARTINE, ARTICLE PARU DANS ROUGE DU 7 AVRIL 2005

Chanson au féministe



Le féminisme n'était guère en vogue depuis les années 1980, et derrière le souci légitime de quelques-unes de ne pas réduire

leur propos artistique à des considérations exclusivement militantes, se cachait généralement chez la majorité une indifférence frileuse pour une cause jugée désuète, trop exclusive et, en conséquence, pour parler major, pas assez vendeuse. Même une artiste comme Diam's, une des premières chanteuses populaires à avoir décrit en des termes aussi crus, dans *Ma souffrance*, son parcours de "femme battue" par son conjoint, rejetait catégoriquement l'épithète, au point de se fâcher avec *Ni putes ni soumises*. Le milieu hip-hop n'est de toute façon guère favorable à affirmation d'une identité de femme autonome. Princesse Anies, rappeuse engagée (il faut écouter son titre *Si j'étais un homme*, contre l'homophobie et le sexisme) a parfaitement résumé, dans un des titres de son dernier disque, *Reality Show* (sorti en association avec *Tepa*, sous le nom *Les Spécialistes*), l'alternative du diable qui s'offre à une fille: être un "pseudo"-bonhomme ou une chanteuse en string.

Si la musique populaire se ramifie dans ses formes, les stéréotypes ont souvent la vie dure en ce qui concerne la fonction des femmes interprètes. Le jazz a beaucoup joué sur le duo d'une diva/muse qui pleure le blues, accompagnée au piano par son "mâle créateur". La mythologie du rock s'est bâtie autour de l'image virile d'un jeune homme se déchaînant, muscle dehors, sur une gui-



tare électrique. Les chanteuses furent donc fréquemment à la fois cantonnées dans la posture de la "bouche" charmante et



poussées vers le strict registre de la chanson d'amour. Si des figures exceptionnelles surent et savent s'affranchir de ces contraintes, la plupart en restent plus ou moins volontairement prisonnières, pour le pire ou le meilleur, comme on l'observe avec cette insupportable vague d'actrices susurrantes, vendues généralement sous le parapluie d'un prestigieux parrain (Benjamin Biolay et son épouse, Chiara Mastroianni, et maintenant sa petite sœur, Coralie Clément).

Pourtant, ces dernières années, un réel frémissement s'est manifesté, notamment porté par des musiciennes lesbiennes. Le groupe de rock *Le Tigre* a, par exemple, rencontré un regain d'intérêt depuis l'an dernier, essentiellement en raison de ses déclarations (à défaut du reste) ouvertement féministes (cf. l'album *Feminist Sweepstakes*), quitte parfois à en rajouter dans l'alibi marketing. Mais ce fut surtout dans la techno, avec des figures de proue comme la DJ *Sex Toy* (décédée) et des boîtes de nuit

comme le *Pulp* à Paris, que le renouveau et l'émancipation se sont affirmés avec un peu plus d'ampleur. Davantage asexué, envahi précocement par les codes gays, l'électro offrit un terrain de jeu davantage équitable et paritaire, même si, comme partout ailleurs, l'utopie artistique se couche vite devant les impératifs commerciaux.

Y compris dans le domaine du rap, l'amélioration est également notable. La jeune poétesse afro-américaine *Hanifah Walidah*, adepte du slam (poésie rapée), se dit féministe, homosexuelle, noire, et militante sur les trois registres. Rajoutons désormais la remarquable *Jean Gray*, rappeuse née en Afrique du Sud, signée sur le label des *Roots*. En France, une personnalité comme *Bam's*



se rapproche de cette double exigence: conjuguer la force du hip-hop, son ancrage dans les souffrances sociales et les revendications culturelles, sous une tonalité authentiquement et subjectivement féminine. Son nouvel album, *De ce monde...* (2good) s'engage sur ces divers chemins, avec force de conviction et beaucoup d'assurance. Quelques rimes en résumant parfaitement l'esprit: "Je me fous d'être jolie, je me fous d'être ta cool". ■



Les États Généraux de la Culture

Carte blanche signée par Agency, Ateliers Mommen, Blablaxpress, BlowUp, Bruxelles nous appartient, Cinéma Nova, La Cinquième couche, City Mine(d), Les Corsaires, Ecolabus, Editions Aden, l'Employé du Moi, Et la bête° asbl°, La Ferme du Biéreau, Fréon, iMal - i-cult.be, Komplot asbl, Magazines, Matamore Recordings, Moving Art Studio - all2all.org, Parcours Citoyen, Plus Tôt-Te Laat, Le P'tit Ciné, Les P'tits Belges, Radio Air Libre, Radio Campus, Radio Panik, Seeing, Simili-Théâtre, La Souris qui rugit, Souterrain Production, Théâtre du N-ombr'île, Tilt, Zelig/Editions du Souffle, Zorobabel.

Vivement que ça émerge !

Fadila Laanan est une Ministre prudente. Première de longue date à regrouper dans ses mains l'ensemble des compétences culturelles, de la jeunesse et de l'audiovisuel, et consciente que son profil susciterait bien des espoirs, elle s'est gardée jusqu'à présent de toute promesse inconsidérée. Héritant de la promesse des "Etats généraux de la culture" faite lors des dernières élections par le président du PS, elle doit à présent en assumer l'organisation. Contrastant avec les pratiques de ses prédécesseurs, son Cabinet s'est distingué par sa réserve et le soin mis à éviter les effets d'annonce. Dirigé par l'ancien chef de Cabinet d'Elio Di Rupo, celui-ci est composé en partie de collaborateurs expérimentés du monde culturel et a fait le choix d'associer l'Administration à son travail - deux éléments assez rares pour être soulignés.

Les "Etats généraux de la culture" (EGC)? Un titre ambitieux, pour un projet dont la mise en oeuvre s'avère l'être bien moins. Et il y a de quoi s'en inquiéter, à l'heure où ce "projet de refondation", sensé "tracer de réelles perspectives" pour l'avenir, entre dans sa seconde phase. Les méthodologies et les dispositifs utilisés, comme les moyens humains et financiers consacrés à cette opération, doivent être au centre des attentions. Or, ils nous semblent ne pas être des plus appropriés et entrent parfois en contradiction avec les objectifs affichés...

- Un "processus réellement participatif s'impose comme une exigence",

écrivait la Ministre dans sa note d'intention. Le site des EGC⁽¹⁾ constate que "les usagers et les pratiquants de la culture n'ont pas d'espace pour faire entendre leur voix et leurs attentes" et précise que la recherche de "ce lien avec les publics fonde et légitime le sens de l'action culturelle". Pourtant, l'écueil de débats confinés aux "professionnels" attirés de la culture n'a pu être évité.

Les publics, les usagers se désintéresseraient-ils de ces questions? On peut dire à leur décharge que des efforts et des moyens adéquats n'ont pas été mis en oeuvre pour tenter de s'adresser à eux. La démocratie culturelle, ces principes de participation active des usagers chers à la Communauté française, ne doit-elle pas s'appliquer à une telle concertation?

- "L'objectif n'est pas d'occuper la scène médiatique ou de distraire les acteurs culturels en vue de gagner du temps". Mais comment convaincre ceux-ci, quand les EGC ne tiennent quasiment pas compte des réflexions précédemment menées à l'initiative de la Communauté française sur ces mêmes questions - par exemple: le livre "Culture et citoyenneté", présenté par le Ministre Demotte en 2002 comme "le résultat d'un processus de réflexion original et ambitieux, conçu dans le long terme (près de 4 ans), auquel ont participé près d'un millier de personnes, d'associations et d'institutions" - ?

- La Ministre se dit "convaincue que l'enjeu n'est pas catégoriel mais

sociétal". Impliquer un ensemble hétérogène de publics d'origines et de conditions différentes est une condition à l'émergence d'un tel débat. La culture n'est ni un "secteur" ni un "monde" à part qui resterait étranger à des problématiques comme le chômage, la montée de l'extrême droite, les guerres, la privatisation des services publics, de l'espace public... Les EGC ont tout intérêt à connecter les questions culturelles aux enjeux de société. Mais s'en donne-t-on le temps, quand on en arrive à vouloir traiter l'ensemble des aspects audiovisuels en à peine deux après-midis^{(2)?!}

- L'ambition des EGC est "d'ouvrir un débat, largement intersectoriel, décroisé et transversal, de manière à dépasser les logiques corporatistes, les pesanteurs, les ghettos et à dégager une vision prospective des politiques publiques de la culture". Mais l'absence apparente de certaines questions (les minorités culturelles, les rapports public/privé, les processus d'évaluation, etc.) y est incompréhensible et les échanges qui se succèdent sont essentiellement sectoriels: la danse, le théâtre, la musique classique, etc. défilent tour à tour, sans croisements ni mélanges. Ce découpage, qui correspond au cloisonnement actuel des politiques culturelles, laisse sur le côté une série de pratiques non concernées par cette compartimentation. Lorsque la 14ème thématique concerne enfin une question transversale - celle des publics ⁽³⁾ -, la Ministre parle dans son invitation d'une rencontre "sur le secteur du Rapport au Public"!

Lapsus révélateur?

- Il faudra aussi s'entendre sur la nature-même des "Etats généraux". Présentés d'une part comme un large débat sociétal, la Ministre précise de l'autre qu'il "ne s'agit pas d'un débat mais d'une écoute des revendications du secteur". Sans doute serait-il plus juste, dès lors, de parler d'un inventaire ou d'une radiographie catégorielle des secteurs culturels subventionnés et des opérateurs reconnus par la Communauté française, et d'en tirer les conséquences.

- Dans cette addition d'états particuliers, les "cultures émergentes", souvent citées par la Ministre, ne trouvent aucune traduction concrète. Il aurait été logique de les intégrer de manière transversale aux EGC. A nos yeux, "l'émergence" constitue un

ensemble de pratiques et de questions posées à tous les niveaux et à tous les moments de la vie culturelle, qui nous invite tous à redéfinir, à construire de nouveaux mots et de nouvelles façons d'agir collectivement, à inventer de nouveaux rapports avec l'Etat ou encore à résister à la "professionnalisation" comme remède miracle...

Pourtant, c'est un débat "sectoriel" qui fut annoncé sur la question. Puisque même les "opérateurs

phares" allaient avoir leur rencontre⁽⁴⁾, pourquoi pas un débat avec les "cultures émergentes"? On aurait tout de même pu y interroger ce qui se passe derrière ce terme qui nous file constamment entre les doigts, y affirmer que quelque chose de précieux se joue là, de nouveaux désirs de faire de la politique, alors que l'on ne cesse de nous dire que nos générations sont atrophiées... Ironie! Les organisateurs ont changé de thème, le recentrant sur... "les musiques actuelles et émergentes".

Quid des déclarations sur ces "grands déséquilibres qu'il faut revoir", sur ces "cultures émergentes qu'il faut mieux soutenir"? Vont-elles trouver une place dans les EGC, par exemple dans le cadre du débat sur l'Education Permanente⁽⁵⁾? Au bout de 27 ans, ce champ d'action situé aux confins du culturel, du politique et du social, vient de faire les frais d'une grande réforme. Et, si l'on peut

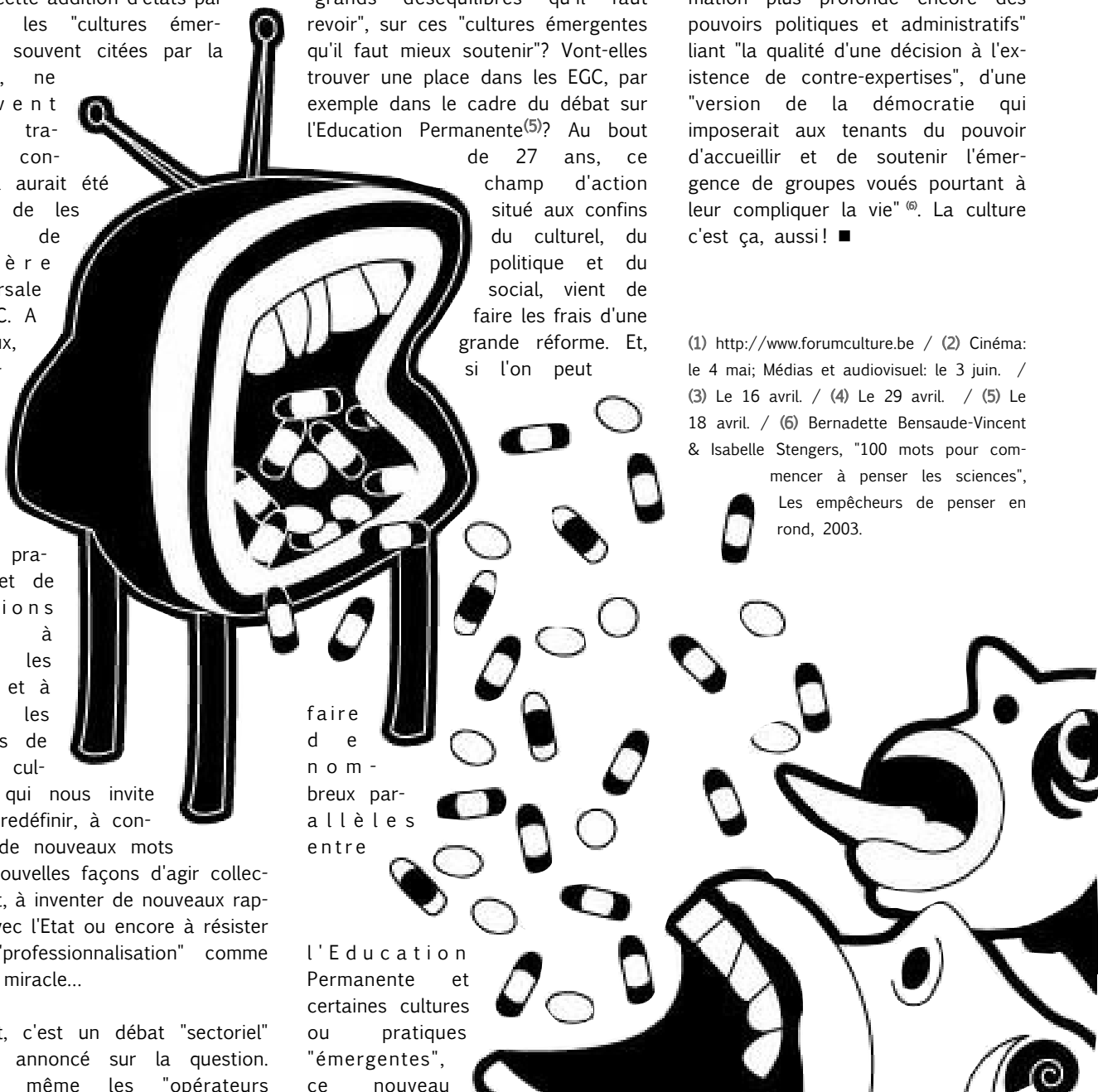
faire de nombreux parallèles entre

l'Education Permanente et certaines cultures ou pratiques "émergentes", ce nouveau

décret a finalement laissé ces questions de côté. Les EGC devraient être l'occasion idéale de les rouvrir! Si "la méthode participative et l'urgence ne justifient pas une confusion des rôles", nous pourrions ajouter qu'elles ne peuvent non plus justifier un processus inapproprié, ni des conclusions précipitées. Surtout s'il s'agit de rien moins que "refonder un modèle culturel".

C'est pourquoi nous voulons rappeler ici certaines exigences que s'étaient fixés les Etats généraux. Et plus, exprimer notre désir d'une "transformation plus profonde encore des pouvoirs politiques et administratifs" liant "la qualité d'une décision à l'existence de contre-expertises", d'une "version de la démocratie qui imposerait aux tenants du pouvoir d'accueillir et de soutenir l'émergence de groupes voués pourtant à leur compliquer la vie"⁽⁶⁾. La culture c'est ça, aussi! ■

(1) <http://www.forumculture.be> / (2) Cinéma: le 4 mai; Médias et audiovisuel: le 3 juin. / (3) Le 16 avril. / (4) Le 29 avril. / (5) Le 18 avril. / (6) Bernadette Bensaude-Vincent & Isabelle Stengers, "100 mots pour commencer à penser les sciences", Les empêcheurs de penser en rond, 2003.



Ces dernières semaines, le débat politique a été dominé par la question de la scission de la circonscription de Bruxelles-Halle-Vilvoorde. Le gouvernement fédéral a lâché le morceau. Les partis flamands se sont crispés. Ce dossier est une conséquence logique de la structure fédérale de l'Etat mais il n'apporte aucune réponse adéquate à "l'art de vivre ensemble" entre différentes communautés. PAR DAVID DESSERS

Autour de Bruxelles-Halle-Vilvoorde

Villes et MULTICULTURALISME

De quoi s'agit-il? La réforme constitutionnelle de 1970 a ouvert la voie à la construction de structures gouvernementales calquées sur les zones linguistiques. Ainsi, les électeurs wallons votent pour des listes francophones et les électeurs flamands pour des listes flamandes. Ce n'est qu'à Bruxelles que des partis flamands et francophones peuvent se présenter à tous les électeurs.

Il y a néanmoins une exception qui nous amène au problème "BHV". Pour les élections fédérales et européennes, les électeurs de 35 des 65 communes du Brabant flamand (province officiellement unilingue) peuvent aussi voter pour des partis francophones car l'ouest du Brabant flamand (Halle-Vilvoorde) fait partie d'un grand arrondissement électoral avec Bruxelles-Capitale. Une anomalie si l'on tient compte de la logique du fédéralisme belge.

Il y a donc quelque chose qui cloche. Ou les frontières linguistiques ont été mal dessinées ou l'arrondissement Bruxelles-Halle-Vilvoorde a été mal défini. La division en régions linguistiques a été négociée et approuvée par les politiciens flamands et francophones et a été inscrite dans la Constitution. Conclusion? Il faut diviser la circonscription. Si tout le monde était d'accord sur le fait que Halle et Vilvoorde fasse partie du Brabant flamand, il n'y aurait aucune raison que l'on puisse y voter pour des listes francophones.

Remous politiques

Mais pourquoi diable la scission de l'arrondissement BHV provoque autant de remous politiques? Parce que beaucoup de francophones vivent dans ces 35 communes du Brabant flamand. Lors des récentes élections, 73.000 électeurs y ont voté pour des listes fran-

cophones. Les francophones ont même la majorité dans six communes "à facilités" autour de Bruxelles.

Presque tous les partis francophones sont d'avis qu'il y a peu de différence entre les francophones résidant dans les 19 communes de Bruxelles et ceux de la région flamande autour de Bruxelles. Il s'agit de francophones qui se sont installés autour de Bruxelles et qui doivent pouvoir voter pour des listes francophones comme les habitants de Bruxelles-Capitale. Selon eux, il s'agit d'une conséquence logique de l'extension géographique de la métropole bruxelloise, une extension qu'on ne peut arrêter. En d'autres mots: les partis francophones remettent en question l'accord constitutionnel sur les régions linguistiques. Soit on ne change rien soit il faut étendre la région de Bruxelles en y incluant au moins une partie des ces 35 communes. Ce sont de facto des communes bilingues, il faut donc le reconnaître.

En Flandre, c'est un autre son de cloche. Pratiquement tous les partis politiques sont favorables à une scission. Ce point de vue est évidemment lié à l'histoire des Flamands en Belgique. Il ne faut pas être nationaliste pour reconnaître que les Flamands et leur langue ont été opprimés dans ce pays. La lutte contre l'oppression est une lutte légitime. Chacun/e doit pouvoir suivre un enseignement dans sa langue maternelle, avoir le même accès à un emploi, etc.

Identité culturelle

Dès qu'un grand nombre de personnes a une histoire commune, parle et pense dans une même langue et que cette dernière est opprimée par l'Etat, la lutte contre cette oppression est légitime. Des identités culturelles naissent, évoluent,

peuvent se joindre à d'autres identités culturelles et peuvent aussi disparaître. Le verlan des jeunes issus de l'immigration des banlieues françaises peut avoir autant de valeur culturelle que la plus ancienne variante du breton. Quand une identité culturelle existe, la lutte contre son oppression est légitime.

L'histoire des Flamands en Belgique est l'histoire d'une oppression et d'une lutte contre cette oppression. Le français était la langue de la classe dominante et de l'Etat. Très tôt néanmoins, le mouvement flamand a pris un virage très à droite, ce qui n'a pas facilité l'affaire. Mais cela ne signifie pas que la lutte était illégitime.

Les Flamands en Belgique

Les Flamands sont-ils encore "opprimés" dans la Belgique d'aujourd'hui? En Flandre, cette question ne se pose même plus. Mais en ce qui concerne Bruxelles et les communes périphériques, le problème n'est pas totalement résolu. Malgré le fait que Bruxelles soit officiellement bilingue, tout le monde sait que les services de l'Etat, la justice et les services de santé ne sont pas entièrement bilingues. Les Flamands qui ne maîtrisent pas le français ont le droit d'avoir des services publics dans leur langue maternelle.

L'influence grandissante de francophones dans certaines communes flamandes touche également à la question sociale: bon nombre d'eurocrates s'installent dans ces communes où ils font augmenter les prix immobiliers et ne participent guère à la vie sociale. On ne peut pas nier ce problème simplement en adoptant un discours multiculturel.

Racisme

Mais la rhétorique des partis flamands est contaminée par des arguments racistes et égoïstes. Leur langage musclé



Photo: Aline Dehasse

ressemble de plus en plus à une politique délibérée de harcèlement des francophones. Ils apparaissent comme des partisans de l'épuration ethnique qui considèrent l'arrivée de francophones sur le "territoire flamand" comme une menace. C'est un langage ultra-réactionnaire.

Après la crise, le gouvernement flamand a décrété une série de mesures pour renforcer le "caractère flamand" des communes autour de Bruxelles, dont des moyens supplémentaires pour des habitations sociales pour les seuls Flamands. C'est inacceptable. Il faut des habitations sociales pour tous les habitants en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles, pour tous ceux qui en ont besoin. Des habitations sociales "alleen voor Vlamingen" constituent une discrimination ethnique.

Multiculturalité

Le débat interfère avec un autre débat actuel autour de la multiculturalité. Prenons Bruxelles où bouillonne un riche mélange de cultures et où les Flamands sont en minorité. Bruxelles ne sera plus jamais "une ville flamande". La composition culturelle de la capitale est le résultat de multiples facteurs, entre autres liés à l'évolution du capitalisme international et de la globalisation. Il ne s'agit pas d'une exception belge; dans toutes les grandes métropoles se pose le débat du "comment faire vivre ensemble" avec

des cultures plurielles, des langues et des identités extrêmement diverses. C'est un débat qui touche aux questions des droits démocratiques et culturels pour les minorités, de la relation entre les identités culturelles, etc.

Tout indique que ces évolutions, avec les migrations et la constitution d'une "société mondiale" ("Le monde est un village"...), ne s'arrêteront pas aux frontières existantes et, pour des marxistes, ce n'est certainement pas là une évolution négative. Nous ne sommes pourtant qu'au début d'une longue évolution qui touchera, demain, tous les grands centres urbains. De quoi relativiser la polémique "BHV", surtout lorsqu'on prend en compte que la Flandre compte moins d'habitants que des villes comme Londres ou Paris...

Bruxelles restera sans aucun doute encore longtemps une région bilingue et c'est tant mieux. Mais il est nécessaire que de plus en plus de droits spécifiques soient accordés aux "minorités" culturelles (des droits religieux, culturels et démocratiques). Est-il impensable que les habitants arabes de Bruxelles aient un jour des documents officiels dans leur langue maternelle (ce qui est le cas pour les Chinois dans certaines villes aux Etats-Unis)? Est-il impensable que des groupes de certaines minorités puissent organiser un enseignement en deux langues (leur propre langue maternelle

et la langue officielle du pays) pour faciliter leur intégration? Vu la complexité culturelle des sociétés futures, il est probable que les droits civils seront de plus en plus liés aux personnes et de moins en moins au territoire et à la culture dominante du territoire où se trouvent ces personnes. Ce qui est le cas à Bruxelles actuellement.

Ces questions se poseront, tôt ou tard, avec force également en Flandre. Que fera-t-on? Mettre en évidence le caractère uni-linguistique avec un train de mesures pour "notre propre peuple"? Ou construire une société viable et émancipée qui tient compte de toutes ces réalités?

Nous ne sommes pas opposés en soi à une scission de Bruxelles-Halle-Vilvoorde en tant que dernière étape de la fédéralisation de l'Etat belge unitaire. Le POS ne s'est pas opposé à la réforme fédérale, mais nous avons toujours remis en cause le fait qu'elle se soit déroulée dans le cadre d'un Etat bourgeois historiquement incapable de résoudre la "question nationale". Aussi, nous ne pensons pas que la scission de BHV soit une réponse adéquate aux questions qui se poseront très vite. Dans un monde globalisé, le concept d'Etats-nations uni-lingues devient dépassé. Du passé, faisons table rase; le monde va changer de base... ■

Le Traité constitutionnel européen est passé dans la plupart des instances parlementaires comme une véritable lettre à la poste, sans pratiquement aucune opposition de gauche. Au contraire de ses collègues Zoé Genot et Bernard Wesphael qui, malgré leurs déclarations antérieures, se sont - ou vont - finalement se contenter de s'abstenir lors des votes à la Chambre et au Parlement wallon, la jeune députée bruxelloise Ecolo Céline Delforge sera sans doute la seule élue progressiste de Belgique à voter un "non" de combat.

ENTRETIEN PAR ATALFO RIERA



Céline Delforge

Dire "NON" à la RÉSIGNATION

Quelles sont les raisons fondamentales de ton opposition au TCE ?

Céline Delforge: Je suis résolument contre le Traité constitutionnel. Au-delà de la question de savoir s'il y a des "avancées", des "améliorations" ou des "reculs" par rapport aux traités existants. Pour moi, l'enjeu n'est pas là. La véritable question est la suivante: en tant que politique, entérine-t-on une voie déterminée pour la construction européenne ? Un des arguments des partisans du "oui" est de dire qu'on ne perd rien en votant cette constitution car elle ne fait que sanctionner une situation déjà existante. Quand bien même cela serait vrai, j'y suis totalement opposé car, comme politique, cette situation ne me satisfait pas. Il n'y a rien de pire que de se résigner, sauf si on estime que tout va très bien. Voter "oui" dans ce cadre n'est donc qu'un vote de résignation et si un politique se résigne, alors il ferait mieux de changer de métier.

L'autre élément qui provoque mon opposition au TCE est la perte de démocratie qui l'accompagne. Les politiques menées par les gouvernements peuvent être sanctionnées par la voie des urnes, mais avec le TCE on impose un carcan néolibéral qui empêche toute politique économique et sociale alternative. Le fait de transférer des politiques économiques et sociales à un niveau supérieur, international, n'est pas un problème en soi à condition que ce niveau soit structuré de manière démocratique. Je n'aurais pas de problèmes à voir déléguer encore plus de compétences à l'UE si le Parlement européen était un véritable parlement, si la

Commission avait un tout autre rôle, etc. Ce n'est donc pas dans l'opposition "européaniste" et "souverainiste" que se pose la question.

En France, avec le référendum, le débat est vif. Par contre en Belgique, c'est le niveau zéro du débat politique autour d'une question pourtant essentielle...

C.D.: Il y a tout d'abord le climat très consensuel qui règne en Belgique. Même s'il y avait un débat important dans ce pays, il n'aurait pas le même niveau qu'en France. Ensuite nous avons toujours été abreuvés de propagande européaniste, du style "l'Europe c'est bien", mais sans jamais aller plus loin. Quand la question s'est posée au Sénat, avec la possibilité d'organiser une consultation populaire, cette dernière option a finalement été refusée, essentiellement par peur.

Le grand opposant à toute forme de consultation a été le PS car sa crainte principale n'était pas tant qu'un "non" l'emporte - en Belgique, cette éventualité était peu probable - mais plutôt que sa position de partisan de cette Europe là aurait été rendue beaucoup plus visible. Cette position risquait donc d'être remise en question par beaucoup plus de gens. Le PS avait ainsi beaucoup à perdre, pas mal de gens auraient conclu à la contradiction et à l'incompatibilité entre le "oui" au TCE et une politique de gauche. Ajoutée à l'attention plus que relative des médias, c'est cette peur qui explique le non-débat belge. Les deux moteurs possibles du débat -les mondes politique et médiatique- ont ainsi, pour des raisons différentes, ignoré le débat.

Face à la montée du "non" et des luttes en France, les instances parlementaires belges se sont précipitées pour voter le texte en catimini avant le 29 mai...

C.D.: Que le Sénat l'ait adopté, cela ne m'étonne pas et je l'ai appris comme tout le monde, par le biais très discret médias ! Au Parlement bruxellois, pour l'instant, j'ignore encore le timing exact, je viens à peine de recevoir le projet d'ordonnance portant assentiment au TCE. Cette précipitation s'explique d'abord et bien sûr par la peur du débat qui existe en France et qui risque de faire des vagues chez nous. Même si ces vagues ne peuvent pas retourner la situation ici, elles peuvent faire très mal aux partis de gauche. Heureusement pour nous, les médias français sont très regardés dans les foyers francophones de Belgique, ainsi les positions défendues par la CGSP ou ATTAC qui étaient ignorées et marginalisées ici ont quand même pu "passer" via les médias français. L'autre raison de cette précipitation est plus belgo-belge, il s'agit d'éviter qu'un débat autour du TCE n'entre en collision avec la crise liée à Bruxelles-Hal-Vilvoorde, avec le risque d'entraîner une crise gouvernementale insoluble. Pour l'une ou l'autre raison, personne n'a donc envie que le débat décolle.

Tu es députée Ecolo mais ton parti a décidé il y a plusieurs mois de dire "oui" au TCE. Pourquoi une telle position ? Quels furent les débats et tes positions par rapport à ce vote ?

C.D: Dans un premier temps, Ecolo avait organisé des débats dans les différentes régionales à destination de tous les membres. A ce moment, les positions étaient très diverses. Si on avait procédé à un vote auprès des gens présents à ces réunions, il n'est pas certain que le "oui" aurait gagné. Mais par la suite les décisions formelles se sont prises par le "parlement" interne d'Ecolo où les régionales ont un droit de vote à travers leurs représentants. Malgré cela, il faut quand même souligner que près de 30% des délégués ont voté contre. A mon sens, la décision finale n'est pas le reflet exact de l'opinion de la base. Malgré cette position du "oui", j'ai demandé aux instances

d'Ecolo de permettre à ses élus une liberté de vote équivalente à celle qui prévaut pour les questions "éthiques". Il serait en effet déplorable que les seuls votes contre qui s'expriment soient ceux de l'extrême droite. Je crois qu'on se dirige vers quelques abstentions, mais j'estime que c'est tout aussi dangereux car, en termes de communication, l'abstention est interprétée comme une sorte de "oui mais" qui fait écho au "oui de combat". Quant à moi, je refuse d'entrer dans cette logique là. Je voterai "non", que ce soit avec ou sans la bénédiction de mon parti.

Au-delà du vote, comment

vois-tu la suite ?

C.D: Pas de manière réjouissante en Belgique. Nos espoirs sont très "internationalistes" car ils reposent essentiellement sur le résultat du référendum en France ou au Pays-Bas... Si le "oui" l'emporte finalement et que le TCE est adopté par tous les pays, le petit jeu du parapluie européen ("c'est pas moi c'est l'Europe") sera encore plus fort qu'aujourd'hui. Quant à ceux qui croient qu'en adoptant le TCE on pourra l'améliorer par la suite, le réveil sera dur. Penser qu'on pourra amender positivement ce texte avec l'assentiment de tous les pays membres, c'est un peu une insulte à l'intelligence humaine. ■

Après le Sénat, le 28 avril, ce fut, le 19 mai, au tour de la Chambre de se prononcer sur le Traité constitutionnel européen. "Le reflet d'un large consensus" a souligné le premier ministre Verhofstadt ! PAR DENIS HORMAN

TCE: Les mobilisations CONTINUENT

Citoyens bâillonnés, bye-bye démocratie !

Vote au pas de charge dans les deux assemblées, alors que les Etats ont jusqu'en septembre... 2006 pour se prononcer. Prudence oblige! Voter après l'incertain résultat du référendum du 29 mai en France et celui des Pays-Bas le 1er juin aurait pu entraîner d'autres scénarios. Sans grand débat, dans des hémicycles à moitié vides (les députés étaient à peine un tiers pour débattre), dans l'indifférence ou la connaissance approximative de cet enjeu fondamental (les minis interviews-examens de députés dans le couloirs de la Chambre étaient sidérants), les parlementaires se sont prononcés massivement pour le oui, avec une seule abstention à la Chambre et au Sénat (respectivement Zoé Genot -Ecolo- et Pierre Galand, apparenté PS). Seule l'extrême droite concrétisait le Non, un non nationaliste et xénophobe.

Peu de temps avant le vote à la Chambre, de grandes affiches étaient placées dans les gares, à l'initiative du gouvernement. Elles nous

annonçaient que sept Belges sur dix sont en faveur de cette constitution. Mais dix belges sur dix ne peuvent, à l'inverse de pays voisins, se prononcer sur cette Constitution qui va ouvrir encore plus largement la porte à la régression sociale dans chacun des pays de l'Union européenne.

Comble du cynisme! C'est après le vote dans les deux chambres que le gouvernement vient de décider une mini-campagne d'information. "Etant

sûr que la Constitution sera approuvée, on peut désormais lancer la campagne"! Voilà au moins un aveu lourd de sens, fait par notre premier ministre à un grand quotidien francophone. Le gouvernement va dégager la somme d'un million d'euros. Sera-ce pour nous convaincre du bien fondé du oui ?

Continuer la mobilisation

ATTAC fut, en Belgique, un des tous premiers mouvements à lancer une



"pétition demandant une consultation populaire sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe". *"Nous avons bien conscience, soulignait ATTAC, que le recours à la consultation populaire n'est pas une tradition dans notre pays. Mais, face à un enjeu aussi déterminant (...), il nous semble qu'une initiative législative exceptionnelle doit être prise, afin que le peuple exerce pleinement sa souveraineté sur un choix aussi important"*. On sait ce qu'il en fut au parlement, où les deux partis socialistes portent une lourde responsabilité dans leur refus d'une telle consultation citoyenne.

Le jeudi 19 mai, lors du vote à la Chambre, plusieurs centaines de membres de la plate-forme nationale "Dire non au Traité constitutionnel

pour construire une autre Europe" ont tenu à protester, à Bruxelles, contre l'absence de referendum ou de consultation populaire.

Le 29 mai, à Liège, près d'une vingtaine d'organisations et associations (la gauche radicale, la CGSP, ATTAC, l'Espace Marx, Socialisme sans frontières, Jeunes à Contre Courant, le CADTM, etc.), unies autour de la plate-forme nationale, se sont rassemblées devant le Consulat de France. Munies de baillons ou de sparadraps sur la bouche, elles tenaient à protester contre cette imposition du silence, cette absence de consultation populaire sur un enjeu aussi central pour chaque citoyen et citoyenne. La bataille de l'information doit continuer. Un sondage du Soir et de la RTBF indi-

quait qu'un tiers des personnes interrogées n'ont pas d'opinion, du fait surtout qu'elles n'avaient pas entendu parler de la Constitution. Plus des trois quarts affirmaient qu'elles n'y comprenaient rien. Quant au résultat en cas de vote, 49% (et non 70% comme dans la pub. Gouvernementale!) se déclareraient certainement ou probablement pour.

La pression sur les parlementaires continue également. La Belgique n'aura définitivement avalisé le traité constitutionnel qu'une fois le texte voté par les cinq assemblées parlementaires des régions et des Communautés. Une lettre type à adresser aux parlementaires se trouve sur le site internet : www.nonalaconstitutioneuropeene.be. ■

Retour à l'aristocratie

Corinne Gobin est politologue à l'Université libre de Bruxelles. Elle a retracé pour "Rouge" l'histoire de la construction européenne pour mieux comprendre la situation actuelle. Extraits.

Mon opinion est que nous sommes face à une entreprise de changement radical de régime politique : il s'agit de délégitimer toutes les institutions, les procédures, les valeurs et les symboles qui ont été mobilisés, depuis Montesquieu jusqu'à nos jours, pour penser et instituer la démocratie. Nous sommes face à une posture réactionnaire (au sens classique de retour en arrière) pour asseoir la légitimité de régimes politiques de type "aristocratique", dans le sens du pouvoir des élites, "des meilleurs", sous la forme particulière d'une technocratie.

Ce mouvement avait commencé en 1958, puis avait été freiné et relativement stoppé entre 1972 et 1974 (grâce aux luttes de 1968). Il a redémarré avec l'Acte unique de 1985. Et ensuite avec 20 ans de réformes. Un changement aussi profond n'aurait pu se faire en une fois : il a fallu vendre l'Europe, son drapeau, son hymne, et ses col-

ifichets... Maintenant, le terme de Constitution est symboliquement utilisé pour assurer la stabilité d'un nouvel ordre politique. (...)

La CEE est un régime qui va se construire par le droit, contre la construction démocratique fondée sur le contrat politique (entre le peuple et le pouvoir): c'est une construction par le "haut" contre une construction émanant (en principe) du "bas". Le traité de Rome devient en effet le texte suprême, le politique ne peut faire que ce qu'il y a dans ce texte, il doit justifier tout acte politique sur la base d'un article du traité. Un pouvoir démesuré est donné aux juristes et aux juges : ce sont eux qui inventent le politique, qui le cadrent et l'encadrent.

Les juges et les juristes, avec les classes politiques européennes, vont organiser une sorte de coup d'État du pouvoir judiciaire. Ce "coup d'État" a imposé la primauté du droit communautaire sur tout texte national, y compris les Constitutions. Le droit communautaire construit ainsi un système pyramidal, où le droit est pensé de façon "pure", en situation d'au-

toréférence. Ce sont les juristes qui construisent un système "rationnel", où une norme découle d'une autre, suivant une logique juridique propre. Il s'agit en fait de la réaffirmation de la primauté du droit civil (droit de la propriété privée et du commerce) sur la logique alternative d'un ordre public reposant sur un droit social (par exemple, primauté de la convention collective sur le contrat de travail individuel).

Aujourd'hui, une des significations fortes portées par le projet de Constitution européenne est la volonté de verrouiller complètement cette construction du politique à travers le droit, qui a contraint le politique à faire de la *lex mercatoria* la colonne vertébrale de toute société, et à faire du juge "l'expert total" qui dit ce que le droit doit dire. Nous sommes bien au-delà d'un pouvoir interprétatif normal qui se fait toujours suivant les intentions du législateur. Avec ce traité, le juge n'interprète pas, il définit lui-même la loi, tant la future Constitution est truffée de flous, d'indéterminations et d'articles qui se renvoient les uns aux autres. ■

CORINNE GOBIN

"Le XXI^e siècle sera religieux ou ne sera pas", avait prédit André Malraux. Divers événements ayant déjà accompagné ce début de siècle ne démentiront pas les propos visionnaires de l'écrivain français. Le constat est désormais évident. Aujourd'hui, le retour en force du religieux, de son identité et de ses nouvelles croisades sociétares menées par l'extrême droite notamment, est une évidence ... PAR MANUEL ABRAMOWICZ

Le retour des FOUS DE DIEU...

Avant sa finalisation, la Constitution européenne s'est retrouvée au centre d'une polémique au sujet des interprétations concernant les origines chrétiennes de l'Europe en construction. Les partisans du "non" à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne évoquent systématiquement comme argument majeur le caractère musulman de la population turque. La pression des religieux, par divers lobbies interposés, intervient dans énormément de débats de société, sur l'euthanasie, l'adoption, l'interruption volontaire de grossesse, le mariage homosexuel... Du même coup, ces débats se radicalisent.

Bien entendu, religieux ne signifie pas automatiquement intégrisme. Cependant, les plus offensifs en matière de religion se comptent maintenant chez les plus "réacs" des adeptes.

L'intégrisme se conjugue au pluriel

De nos jours, si l'on parle d'intégrisme, le néophyte pensera directement aux intégristes musulmans. Il a raison et tort à la fois. La montée en puissance, y compris en Europe, des fondamentalistes de l'Islam le plus orthodoxe (et totalement à l'opposé des principes de base de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme) est une vérité qu'aucun angélisme ne pourra camoufler longtemps. Toutefois, l'intégrisme n'est pas un produit de fabrication uniquement labélisé "islam". D'autres intégrismes existent encore. Il peut être religieux juif, bouddhiste, hindouiste, catholique, chrétien protestant, orthodoxe et même... laïque !

En règle générale, tous les fondamentalismes religieux, comme les sectes d'ailleurs, prônent les mêmes préceptes: retour à l'origine première des textes dogmatiques, repli communautaire, coupure nette ou limitation extrême des relations

avec l'extérieur, construction d'une vision mythifiée pour expliquer la création du monde, mise à l'index des théories scientifiques sur l'origine de l'Homme, proclamation de l'opposition radicale à la séparation des pouvoirs politiques et religieux... Des processus fort proches de ceux de l'extrême droite.

Rejetant la modernisation de l'Eglise (enclenchée depuis Vatican II), les intégristes chrétiens sont nombreux dans les rangs du nationalisme d'ultradroite. Ces



fous de Dieu ont même souvent été les pivots centraux de partis néofascistes. A la direction du Front national français, comme dans celle du Vlaams Blok/Belang ou celle du FN belge, siègent des intégristes patentés. Des élus frontistes comme blokkers défendent eux aussi, dans les parlements démocratiques, les valeurs de l'ordre moral visant à sauver l'Occident chrétien de son anéantissement programmé par le "lobby cosmopolite", c'est-à-dire les Juifs, leurs pires ennemis, selon leurs théories machiavéliques.

Jusqu'au sommet du pouvoir

L'une des tendances politiques les plus actives au cœur du militantisme du FN français est celle des cathos intégristes. En Belgique, des dirigeants de la Fraternité Saint-Pie X (rassemblant les

fidèles de feu Monseigneur Lefebvre, excommunié par Rome) lanceront une véritable OPA sur le FN de Daniel Féret. L'un de ses premiers conseillers politiques et l'un de ses premiers députés fédéraux provenaient de ce mouvement intégriste, déjà propriétaire du groupe de pression Pro Vita, spécialiste dans les principales campagnes visant à combattre la dépénalisation de l'avortement. Par ailleurs, de nos jours, cette Fraternité se revendique toujours des enseignements des régimes dictatoriaux nationaux-chrétiens de jadis, celui d'Antonio Salazar, du général Franco, du maréchal Pétain et du général facho-libéral Augusto Pinochet.

L'extrême droite politique et les intégristes chrétiens adulent aussi souvent les mêmes idéologues, notamment, les antisémites Charles Maurras et Henry Coston.

Outre la "Fraternité" déjà citée, aujourd'hui d'autres structures intégristes catholiques fricotent régulièrement avec l'extrême droite et partagent une majorité de ses idéaux. C'est le cas de l'association Belgique & Chrétienté, de l'Opus Dei, des Légionnaires du Christ, de la Milice de Jésus-Christ, des Chevaliers de Saint-Michel et de Saint-Georges et de divers autres ordres de chevalerie semi-clandestins toujours voués à la défense de l'Occident chrétien. Certains ont des liens directs avec des cercles de partis de pouvoir, dans des cénacles politiques nationaux comme au niveau du Parlement européen. Les fous de Dieu rêvent d'une nouvelle inquisition et préparent, selon leurs fantasmes, les prochaines guerres de religion... La mobilisation doit être générale pour empêcher ce retour dans le passé sinistre de notre Humanité. ■

**C'est Clair et Net sur :
www.resistances.be / www.golias.fr**

Revenu garanti: Une panacée?

débats

Alors que les questions des salaires, de l'extension du chômage et de la précarité occupent une place de plus en plus centrale dans la "question sociale", l'exigence d'assurer un revenu minimum garanti pour tous et toutes déconnecté du travail est avancée par certains mouvements sociaux ou intellectuels progressistes. En quoi cette revendication se distingue-t-elle de celle, d'inspiration néolibérale, d'assurer un "revenu universel" ? Pourquoi privilégier cette revendication seule et non son articulation avec celle d'une réduction radicale du temps de travail et d'un partage de ce dernier. Autant de questions abordées par Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato, de la revue *Multitudes*, et Michel Husson, économiste, membre de la LCR.

"Le revenu garanti peut être le terrain fondamental pour recomposer, construire une subjectivation collective au-delà du travail"

Antonella Corsani et Maurizio Lazzarato:

Un nouveau projet politique devrait prendre à rebrousse poil la vérité que les socialistes ont contribué à affirmer à partir des années 80: la "production" trouve ses sources dans l'entreprise. Mais il devrait aussi ébranler la vérité de la gauche, qui n'est rien d'autre que le reflet spéculaire de la première: seul le travail salarié est créateur de richesse. Nous avons essayé de démontrer que la production de la richesse déborde largement l'entreprise. La valorisation capitaliste ne se fonde pas exclusivement sur l'exploitation du travail salarié, mais aussi sur celle de la vie, sur l'exploitation de ce que l'humanité produit en commun (les ressources intellectuelles, communicationnelles, scientifiques, la force-invention, de même que les ressources naturelles, génétiques, le territoire etc.)

En effet, la captation par le capital de la richesse socialement créée passe aujourd'hui par de nouveaux dispositifs de pouvoir qui ne coïncident plus directement avec l'entreprise et ses modes classiques de mise au travail, mais que cette dernière intègre dans ses stratégies d'exploitation, qui est d'abord exploitation de biens communs et collectifs.

Ainsi, la finance globale n'est pas d'abord un instrument de spéculation, mais de capture de la valorisation de la coopération sociale. Les nouvelles lois de la propriété n'assurent pas seulement l'appropriation du travail salarié par la propriété de moyens de production, mais aussi l'appropriation de la coopération qui déborde l'entreprise (droit d'auteurs, copyright, brevets sur le vivant, etc.)

Nous devons penser des stratégies qui, d'une part, bloquent cette appropriation des biens collectifs et communs par la finance et les nouvelles lois sur la propriété et, d'autre part, nous garantissent contre la double déconnexion que nous avons définie plus haut. En termes positifs, nous devons organiser des formes de lutte et des institutions qui reconnaissent la nouvelle nature de la coopération sociale, la nouvelle nature de la production des biens collectifs et communs et les sujets de cette production. Reconnaître, dans le capitalisme, signifie payer. Nous pensons qu'un des instruments privilégiés pour organiser cette double tâche est celui du revenu garanti, universel et inconditionnel.

Le revenu garanti comme processus constituant doit ouvrir une phase constituante au niveau économique et social. Il ne doit surtout pas s'inscrire dans une logique de redistribution mais dans une logique subversive de dépassement radical d'une répartition de la richesse fondée sur le capital et le travail. Il doit être entendu comme outil pour renverser le rapport entre travail et société, entre coopération sociale et division du travail smithienne. En d'autres termes un revenu comme instrument d'autovalorisation de la coopération, la coopération comme liberté de l'agir ensemble, comme puissance créatrice de la différence, de la multiplicité.

Un revenu garanti n'exige pas préalablement ses calculs budgétaires de faisabilité. Il ne s'agit pas, encore une fois, d'un dispositif de gestion social-démocrate de la misère mais d'un outil fondamental pour relâcher la contrainte salariale: une véritable protection sociale contre le

chantage de l'exclusion, un frein à la course au rabais du coût du travail mais aussi au développement de formes de travail de merde.

Un revenu garanti s'entend dans ses formes monétaires mais aussi en nature: "accès libre" à la santé, à la formation, à l'information, à l'eau, à l'énergie, aux transports, au logement. La revendication d'un revenu d'existence, d'un revenu social, a traversé plusieurs mouvements en Europe, des mouvements des chômeurs aux mouvements des précaires, mais aussi aux mouvements des femmes. Elle est également centrale dans les stratégies de lutte d'organisations comme Act Up, et de certaines associations écologistes. Mais cette revendication prend chaque fois des formes et des articulations différentes: est-il possible aujourd'hui de rechercher un terrain de convergence dans la perspective d'une Europe des mouvements? - convergence également des luttes des travailleurs immigrés, des sans papiers, avec celles des travailleurs, des précaires? Le revenu garanti peut être le terrain fondamental sur lequel recomposer, construire une subjectivation collective pour aller au-delà de la société du travail.

Nous pensons que depuis 1968 s'est ouverte une nouvelle phase politique comparable à la sortie de l'esclavage: la possibilité de fonder la production et la reproduction de l'humanité sur autre chose que le travail salarié. Nous restons fidèles aux défis politiques lancés à la naissance du mouvement ouvrier: l'abolition du salariat. Nous avons besoin d'un projet réaliste, donc d'un projet révolutionnaire ⁽¹⁾.

L'axe principal devrait plutôt être la réduction du temps de travail pour toutes et tous, assortie d'une extension du champ de la gratuité

Michel Husson:

L'une des implications les plus radicales des thèses sur la fin du travail est que le revenu doit être redistribué indépendamment de la participation à sa création. Or, c'est le travail qui crée la richesse distribuée sous forme de revenus et la distribution d'un revenu universel aurait pour contrepartie le travail de ceux qui ont encore un emploi. Faisons-nous un moment les avocats du diable en évoquant l'argument selon lequel plus personne n'accepterait de travailler au Smic si on avait la garantie de le recevoir sans travailler. Les partisans du revenu universel répondent en disant que les employeurs seraient obligés d'offrir des salaires plus attractifs. Mais cette réponse est absurde. Elle révèle d'abord une absence de logique: on ne peut revendiquer un revenu garanti égal au Smic si on sait par avance qu'aucun salarié n'acceptera de travailler pour le Smic.

La revendication logique devrait englober un niveau de salaire minimum auquel serait indexé (par exemple à 75 %) un niveau de revenu garanti. Un différentiel est donc difficilement inévitable. Mais cela revient à admettre que la société du revenu universel est condamnée à un dualisme inexorable: d'un côté, ceux qui ont un emploi, de l'autre ceux qui n'ont qu'un revenu. Quel mécanisme social permettra de désigner ceux qui doivent occuper l'un ou l'autre de ces statuts ? Tout gain de productivité ultérieur aurait pour effet de réduire comme peau de chagrin le nombre d'emplois et ne ferait qu'aggraver cette difficulté. Dans une société du temps libre, au contraire, les gains de productivité seraient affectés en priorité à la réduc-

tion du temps de travail pour tous selon le principe "travailler moins pour travailler tous" qui fonde une société égalitaire.

Enfin, la question qui se pose est évidemment celle du financement : comment s'opère le transfert de richesses de ceux qui la produisent vers ceux qui ne font que la consommer ? Pour être porteur d'une véritable transformation sociale, le revenu garanti doit atteindre un niveau significatif de l'ordre de 750 euros mensuels. Dès lors, la question du financement se pose avec encore plus d'acuité, et revient à celle-ci: quelle est la relation sociale qui se noue entre l'ouvrier qui fabrique des pinceaux et l'artiste libéré de tout emploi qui s'en sert pour peindre ? A quelles conditions l'échange entre l'un et l'autre peut-il être égal, ou légitime ?

Une profonde ambiguïté pèse en ce qui concerne la place des femmes dans tous ces projets. Il est d'ailleurs frappant de constater combien la littérature sur le revenu universel n'introduit pratiquement jamais la dimension de genre et ne réfléchit pas sur les spécificités du travail des femmes. Ce n'est sans doute pas par hasard. La question du droit à l'emploi des femmes fait apparaître de manière particulièrement sensible les contradictions des thèses sur le revenu garanti. Si le travail salarié n'est rien d'autre qu'un esclavage, alors les femmes devraient d'abord se féliciter d'en être écartées et exiger ensuite un revenu garanti comme contrepartie de leur activité sociale. Mais comment ne pas voir que ce raisonnement heurte de plein front les aspirations égalitaires des femmes en matière d'emploi ? Leur verser une allocation pour que, ou parce que, elles ne travaillent pas, voilà un projet qui n'est pas spécialement progressiste, et le revenu garanti se met à ressembler au très douteux salaire maternel.

De manière générale, il est curieux de constater que personne ne semble relever la contradiction qui existe entre les projets portant sur le revenu et l'aspiration à la reconnaissance des droits

sociaux. Celle-ci passe par la mise à disposition de manière gratuite de biens communs et non par la distribution de revenus. Les partisans du revenu universel expriment toujours leurs projets en termes monétaires: ils tournent ainsi le dos, par exemple, à l'exigence d'une santé gratuite. Dans le cas du logement, quelles sont les solutions réellement progressistes: une politique de municipalisation des sols et de construction de logements sociaux ou l'augmentation des allocations-logement ?

Ce tropisme monétaire conduit en réalité les partisans du revenu universel (sans qu'ils s'en rendent d'ailleurs compte faute de poser la question) dans le sens d'une extension de la sphère de la marchandise. C'est pour le moins curieux.

L'axe principal devrait plutôt être la réduction du temps de travail pour toutes et tous, assortie d'une extension du champ de la gratuité pour la satisfaction des besoins sociaux. De ce point de vue, la RTT et l'interdiction des licenciements posent la question d'une "démarchandisation" de la force de travail. Ce projet se heurte à deux obstacles: non seulement et la répartition des richesses mais aussi le droit de propriété. Il passe en effet par une remise en cause des rapports de travail à l'intérieur même des entreprises sous forme d'un contrôle exercé par les salariés sur les embauches, les conditions et l'organisation du travail. Il s'appuie dans le même temps sur la garantie de ressources des travailleurs et la continuité du revenu.

Bref, il faut articuler la revendication de temps libre et celle de transformation du temps de travail, plutôt que de vouloir opposer la revendication du revenu garanti à celle de nouveau plein emploi. Le mot d'ordre qui résume cette démarche pourrait donc être: touTES salariéEs pour abolir le salariat. ■

(1) Extrait de "Le revenu garanti comme processus constituant" par Antonella Corsani, Maurizio Lazzarato, octobre 2002, <http://multitudes.samizdat.net/>

François Vercaemmen milite depuis le début des années soixante dans le mouvement ouvrier et dans la section belge de la 4e Internationale. Pour La Gauche, il analyse la transformation néo-libérale de l'Europe et celle que connaît la social-démocratie tout en formulant des pistes de travail pour la gauche anticapitaliste d'aujourd'hui. PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID DESSERS ET

MATTHIAS LIEVENS

Perspectives à GAUCHE

Nous sommes dans une phase de régressions depuis 25 ans. La plus frappante défaite qui en est à l'origine prends corps avec le retournement de 1989-91: la chute du mur de Berlin, la défaite de la bureaucratie stalinienne en Allemagne de l'Est puis en Union Soviétique, l'offensive militaire de l'impérialisme et la première guerre du Golfe. Cette dynamique s'est accompagnée de la transformation néo-libérale du capitalisme qui a prudemment démonté tous les acquis de la classe et du mouvement ouvrier.

L'Union Soviétique n'était ni socialiste, ni démocratique. Mais elle n'était sûrement pas capitaliste. La gauche internationale avait espéré une transformation socialiste et démocratique des pays du bloc de l'Est. Cette défaite a donc été une victoire idéologique immense pour les classes régnautes qui en ont tiré cette conclusion: "Le socialisme n'est plus possible!". Et les masses l'ont cru. Parallèlement à cette claqué idéologique, nous avons vécu la marchandisation de toutes les relations et institutions humaines à une échelle comparable à la vague d'industrialisation du XIX^e siècle. Un boulevard s'est ouvert pour l'offensive capitaliste qui a aujourd'hui gagné une hégémonie omniprésente. Le système repose sur deux piliers: le néolibéralisme et la guerre ou la menace de guerre. Cette nouvelle ère du capitalisme se développe aux dépens du prolétariat mondial. Même les bastions du mouvement ouvrier européen sont menacés, et ce pour la première fois depuis 1945.

La social démocratie au service du néo-libéralisme

Pour faire construire l'Europe néolibérale, la collaboration de la social-démocratie a été cruciale. Les réformes

anti-sociales n'auraient pas pu aboutir sans la collaboration active des partis et des sommets syndicaux lui étent liés. Les plus gros coups sont tombés en France et en Grande-Bretagne. Blair a chassé Thatcher mais a adopté sa politique. Mitterand a changé son fusil d'épaule en 1983. Le marché unique européen est devenu dès lors la perspective centrale de la social-démocratie. Ainsi, juste avant le lancement de l'euro en 1999 et l'arsenal de critères néolibéraux qui l'ont accompagné, la Commission européenne -avec sa majorité de Commissaires "socialistes"- et la majorité de gouvernements "socialistes" ont mis au monde cette machine de guerre. A partir des années 80, les rapports de force ont fortement changé. Ils se sont retournés dès 1985.

C'est durant cette période que les partis sociaux-démocrates se sont détachés des syndicats jusqu'à carrément les affronter dans certains cas. Les liens étroits que ces partis cultivaient avec les syndicats -qui avaient besoin de relais politique- sont devenus encombrants dans les années '80. Les bourgeoisies nationales ont alors mis sous pression la social-démocratie en l'invitant à participer aux gouvernements à condition de se rallier au néolibéralisme. C'est ainsi que les sociaux-démocrates européens se sont ralliés tout doucement aux privatisations, aux libéralisations et à la flexibilité du marché du travail. Le divorce syndicats-partis sociaux démocrates a été pénible d'autant plus qu'il est survenu sur fond de crise profonde et au moment où l'extrême gauche, dénuée de perspective politique, s'est écroulée. Les couches les plus pauvres et les plus militantes du monde du travail ont sombré dans un malaise profond.

Aujourd'hui, on ne peut pas dire que les

partis sociaux-démocrates ne sont plus des partis ouvriers; la social-démocratie a évidemment des liens avec la population laborieuse, beaucoup plus encore en Wallonie qu'en Flandre. Mais elle n'est plus en phase avec le mouvement ouvrier. Le sp.a flamand est devenu en apparence et en discours plutôt un parti libéral progressiste, doté d'un lien traditionnel avec le peuple travailleur. Ce lien est indéniable, mais il est devenu ténu. Certains sociaux-démocrates retournent aujourd'hui vers un discours aux accents opposés au néolibéralisme. Par opportunisme pour redevenir populaire ou peut-être par conviction...

Perspectives altermondialistes

Depuis quelques années, de nouveaux mouvements se dressent contre les politiques néo-libérales. L'altermondialisme est apparu par surprise et est très vite devenu un acteur effectif dans la politique mondiale. C'est un mouvement vraiment internationaliste qui a développé ses propres formes d'organisation et son propre potentiel intellectuel et politique. Mais il a des faiblesses. Cette nouvelle perspective émancipatoire n'a pas d'emblée renversé le rapport de forces entre les classes sociales; elle en reste à la recherche d'un véritable engagement organisationnel; elle n'a qu'un enracinement limité dans de larges couches de la population et dans les mouvements sociaux existants; le succès réel du mouvement dans la société se traduit difficilement en résultats politiques. En tout cela, le mouvement altermondialiste est différent de la période '66-'76. C'est lié aux difficultés des années '80 et '90.

L'une des façons de faire des avancées dialectiques est de fixer nos victoires. Nous en avons connu trois. Seattle en décembre 1999. Ce rassemblement, en partie responsable du bide du sommet

de l'OCM, a été un étonnement total. Le 15 février 2003. Tous les peuples du monde se sont levés contre la guerre. Une réussite incroyable ! Nous n'avons pas pu empêcher la guerre mais ceux qui ont malgré tout voulu mener cette guerre la paient très cher. 19 mars 2005. La manifestation de Bruxelles autour de la bataille contre la directive Bolkenstein. Voilà trois initiatives réussies du mouvement altermondialiste qui font trembler les sommets. Peut-être est-il possible qu'une nouvelle coalition ou une nouvelle organisation pluraliste voie le jour en rassemblant des thématiques différentes. En tout cas, l'altermondialisme a démontré que le mouvement ouvrier n'est plus aujourd'hui le seul porteur

François Vercammen



d'une alternative et sûrement pas d'une alternative généreuse.

Comment, où et comment ?

Actuellement, nous entamons une longue période caractérisée par un mauvais rapport de forces. Parallèlement, des mouvements de lutte émanent à nouveau de la classe ouvrière. Ils ont une grande valeur symbolique. Mais nous ne savons pas où ils vont aboutir. La politique néolibérale triomphe. Mais elle a déjà fait faillite aux yeux des gens. Après 25 années de néolibéralisme, il apparaît en tout cas clairement que le sort de la majorité ne s'est pas amélioré.

Les salariés se lèveront un jour contre le capitalisme. Mais nous ignorons le type d'organisation des résistances vers

laquelle la classe ouvrière va s'orienter. Dans ce cadre, il est intéressant de se pencher sur la façon dont est né le Parti Ouvrier Belge dans les années 1880. Il a été le résultat d'un regroupement de toutes sortes de formes d'organisations et de tendances politico-idéologiques, parmi lesquels des marxistes et des révolutionnaires.

Parce que nous avons une vision et une perspective qui nous sont propres, basées sur le marxisme, nous devons toujours nous organiser en tant que marxistes révolutionnaires. Dans une organisation marxiste, et surtout si celle-ci est petite, le marxisme recouvre en réalité deux aspects: l'idéologie marxiste et l'analyse marxiste. Les personnes, souvent des personnes jeunes, qui adhèrent aujourd'hui aux organisations marxistes ont une formation élémentaire, des définitions, l'histoire etc. C'est en fait de l'idéologie qui soutient la conscience. Le marxisme en tant qu'instrument d'analyse pour comprendre et analyser la société et, plus encore, pour en déduire des orientations politiques pratiques est une autre paire de manches ! Le problème aujourd'hui est l'écart énorme entre ce qui est et ce qui pourrait arriver.

La tactique découle de "l'analyse concrète de la situation concrète". Le facteur le plus dynamique dans le monde actuel est le mouvement altermondialiste, qui ressemble à peine à un "mouvement ouvrier". Un vrai défi est de construire une alternative à partir de cette situation-là ! Nous devons nous organiser, mais nous ne pouvons nous contenter d'apprendre des formules par cœur et de penser qu'il s'agit d'une analyse. Ce danger est très grand aujourd'hui. Il faut pouvoir analyser "le mouvement réel", comme disait Marx, qui sera déterminant pour les grandes questions et batailles politiques. La grève de Splintex était par exemple très importante. Comment établir un lien entre cette grève et le mouvement altermondialiste ? Quelles personnes faut-il pour faire cela ? Soyons actifs dans les mouvements réels, menons y le débat avec les outils dont nous disposons aujourd'hui !

Regardons aujourd'hui qui lutte, quel langage ces personnes utilisent-elles, quels symboles s'approprient-elles ? La sym-

bolique politique a fortement changé ces dernières décennies. Notre perspective politique est la construction d'un mouvement nouveau, large, anticapitaliste, pluraliste, avec la nécessité d'être actif, pour peu que les circonstances le permettent, sur le terrain électoral. Le capitalisme occidental connaît une tradition de plus d'un siècle de parlementarisme. Cela fait partie des gens. Ils peuvent cracher sur "la politique" mais quand c'est important ils se rendent aux urnes. C'est leur façon d'intervenir dans "la politique".

Dans de nombreux pays européens de sérieux pas en avant sont effectués dans la construction de partis anticapitalistes larges. En France, les partis trotskystes LCR et LO connaissent un rayonnement électoral important. Mais cela ne résout pas le problème de la construction d'un parti politique large à gauche. Dans chaque pays, la situation est différente. Combattre ensemble, s'organiser et tirer des leçons est un processus.

Notre tâche est double: d'un côté construire des mouvements réels, larges et de la forme qui convient à ces mouvements. Et en même temps, il nous faut construire des plates-formes politiques pour celles et ceux qui sont prêts aujourd'hui à traduire ces luttes politiquement. Nous ne sommes qu'au début de ce travail. Dans ce sens, le mouvement français du "non" à la constitution est très intéressant à suivre parce que le PC, différents courants de gauche du PS, la LCR et des composantes importantes des mouvements sociaux y participent. Cette configuration pourrait mener à un résultat.

Nous n'avons jamais été si peu préparés à ce que l'avenir nous apportera. Et la situation demande que nous procédions très rationnellement, pragmatiquement, avec de l'imagination et de la conviction. C'est une démarche très différente de ce que les marxistes révolutionnaires ont entrepris ces quarante dernières années. "La faute" en incombe à la situation objective. La question est: quelles seront les tâches de cette organisation ? Notre première tâche aujourd'hui est de participer à la création d'un instrument, un mouvement qui a un poids réel dans la société et qui peut intervenir, engranger des victoires, créer de la confiance et ainsi de suite. ■

A l'occasion de la sortie aux éditions Labor d'un ouvrage entièrement consacré à la vie mouvementée d'Albert Faust (1945-2004)*, nous revenons sur le parcours militant et politique exceptionnel de ce dirigeant de la Fédération Générale du Travail de Belgique et sur une partie de l'histoire du mouvement communiste belge. Albert Faust était l'un de ces "hommes à part". L'une de ces personnalités de plus en plus rares de nos jours. Pour autant, restera-t-il pour la postérité l'un des grands noms du syndicalisme de notre pays ? Certainement oui et cela sera hautement justifié...

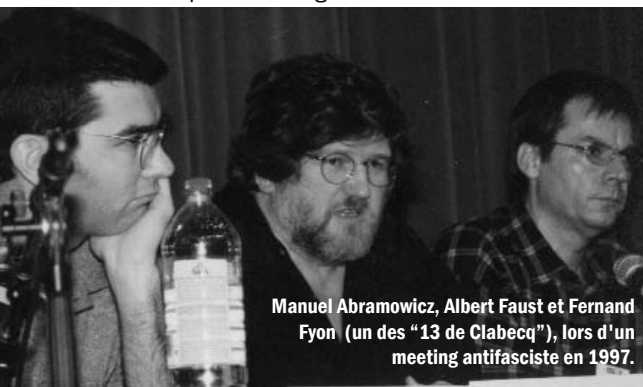
PAR MANUEL ABRAMOWICZ

Albert Faust

Parcours d'un syndicaliste AUTHENTIQUE

Il ne venait pas des rangs trotskistes ni de ceux de la social-démocratie. Albert Faust s'était, il y a bien longtemps déjà, au milieu du siècle dernier, engagé d'abord dans les jeunesses communistes sous les ordres de Moscou. Jeune militant, il suivra la dissidence marxiste-léniniste pro-chinoise (et pro-stalinienne) menée, en 1963, par Jacques Grippa, un héros de la résistance communiste à l'Occupant nazi et dirigeant autoritaire du nouveau PC. A l'âge de 18 ans, il fut désigné par Grippa comme chef de ses jeunesses.

Albert Faust était un activiste politique hors pair et aguerrri au combat



Manuel Abramowicz, Albert Faust et Fernand Fyon (un des "13 de Clabecq"), lors d'un meeting antifasciste en 1997.

idéologique. Intelligent et meneur d'hommes, il deviendra bien rapidement un exemple pour les plus jeunes militants.

Voyageant chez les "protecteurs" chinois du parti, avec celui qui deviendra l'un des plus célèbres avocats de notre pays, Michel Graindorge, Albert Faust rédigea ensuite de longs articles voués au culte de la Chine rouge dans le journal du parti, "La Voix du Peuple". Mais pas pour longtemps. En désaccord avec le "gripisme", Albert Faust participe à la première scission, en 1964. Les dissidences et les exclusions seront ensuite légendaires dans la formation maoïste.

Internationaliste, communiste

Son ex-parti va le traîner dans la boue, avec de sinistres méthodes stalinienne bien connues, l'accusant même, selon la rhétorique paranoïaque en vogue, de faire partie d'un "groupe de gangsters fascistes à la solde d'un agent de la CIA". A Pékin, Albert Faust aurait certainement disparu dans une des sinistres prisons ou camp de rééducation du régime dictatorial.

Hors de cet univers particulier, il continua son chemin militant. Marqué par l'internationalisme ouvrier, il va s'engager dans de justes combats qui le conduiront des camps de réfugiés (et d'entraînement) palestiniens aux Etats-Unis. De l'autre côté de l'Atlantique, il ira soutenir les travailleurs en lutte d'une succursale étasuniennes d'une grande surface belge. Entre temps, il avait rejoint le syndicalisme. Responsable et compétent, Albert Faust grimpera les échelons pour arriver à l'appareil dirigeant de la FGTB bruxelloise. Secrétaire-général du Syndicat des employés, techniciens et cadres (Setca), la "carrière syndicale" d'Albert sera toujours marquée du sceau de la combativité.

Ce fonceur avait souvent du culot pour imposer ses vues. Il n'avait peur de rien et aimait la vie. La chanson française, les mélodies yiddish et la musique folk (populaire) étaient aussi ses passions. Ami de longue date du chanteur communiste Jean Ferrat, Albert Faust n'abandonnera jamais son idéal marxiste. Membre du parti socialiste, pour quelques instants, il participera pour finir à la tentative de refondation d'un communisme en Belgique. Le PC (qu'il avait quitté en

1963) recevra son appui et beaucoup de ses "bras gauches" deviendront les nouveaux maillons de ce parti. Un parti devant prendre pour modèle, selon Faust, le Parti du socialisme démocratique (PDS), actif en Allemagne. Conduit par l'un de ses autres amis, Georges Gysi, le PDS aujourd'hui rassemble toujours divers courants marxistes, y compris trotskistes.

Syndicaliste de combat

Sur le plan syndical, Albert Faust restera en accord total avec la tradition du syndicalisme de combat, incarnée hier par André Renard, Jacques Yerna et bien d'autres hauts dirigeants de la FGTB ou militants de base de celle-ci. Les "13 de Clabecq", au temps du procès, seront directement soutenus sur le plan politique par le dirigeant du Setca bruxellois. Son honnête cheminement lui vaudra les honneurs et le respect des plus sincères et audacieux syndicalistes. Georges Debunne, l'un des anciens secrétaires généraux de la FGTB, défendra, coûte que coûte et jusqu'au bout, son "compagnon de route", même lors de la "chasse aux sorcières" ouverte contre les "gauchistes" de la place Rouppe. Pour Debunne, Faust était un modèle. Notamment pour avoir réussi à repeupler le Setca (de 12.000 à 80.000 affiliés !) et à redynamiser une vraie Fête populaire du 1er Mai, comme celles de jadis dans le mouvement ouvrier.

Albert Faust fut tout cela et encore beaucoup d'autres choses exceptionnelles que Freddy De Pauw, ex-journaliste du Standaard et collaborateur de La Gauche, dévoile sous une très belle plume dans *Le cœur au poing*, le livre sur la vie d'un authentique syndicaliste. ■

(*) "Albert Faust, le cœur au poing", de Freddy De Pauw, éditions Labor, 2005, 116 pp.

Février 2005, rencontre de Charm-el-Sheikh, la "légendaire générosité" d'Israël est à nouveau mise en avant: le gouvernement Sharon annonce la libération de 900 Palestiniens. Mai 2005: 400 attendent encore. Pendant ce temps, l'occupant poursuit impunément ses arrestations et près de 8.000 Palestiniens, hommes, femmes, mineurs, personnes âgées, blessés, malades, sont détenus dans les geôles israéliennes où ils sont fréquemment soumis à la torture (qu'Israël a légalisée). PAR DOMINIQUE WAROQUIEZ

Un peuple EMPRISONNÉ

Des centaines d'entre eux (classés comme "prisonniers administratifs") sont détenus sans aucune charge, aucun procès ou plutôt aucune parodie de procès (comment les tribunaux et cours militaires de l'occupant pourraient-ils juger équitablement les détenus palestiniens ?). Leur durée de détention est indéfinie car renouvelable selon le bon vouloir de l'occupant, des mois, des années durant... Inutile de préciser que, dans ce cas, de faux aveux sont parfois préférables.

De très nombreux détenus sont des blessés, des malades graves ou chroniques, certains ont eu la gangrène et ont été amputés, d'autres ont perdu la vue, l'ouïe, des femmes ont perdu leurs dents, une quarantaine de détenus ont déjà perdu la vie.

La prison fait partie de la conscience collective palestinienne. Pas une famille n'est épargnée par ce drame. Être Palestinien, c'est être prisonnier ou l'avoir été, avoir un membre de sa famille (ou plusieurs) en prison, c'est risquer à tout moment et partout l'arrestation, y compris dans sa maison. Avoir des proches en prison, c'est avoir peur que la maison soit écrasée aux bulldozers, dynamitée -près de deux cents maisons de prisonniers ont été détruites en toute impunité par Israël depuis le début de la seconde intifada il y a presque 5 ans !), c'est se demander quand les corps des disparus seront rendus, dans quel état les détenus reviendront, c'est attendre les nouvelles du père, de la fille, du frère.

Des milliers de familles ont été victimes d'interdiction de visites et, de toute manière, elles sont très difficiles à cause de l'arbitraire, des trajets, de l'âge qui est réglementé -un jeune qui atteint l'âge

de seize ans ne peut plus visiter ses sœurs par exemple ...

Rien que depuis 1967, plus de 650.000 Palestiniens ont été arrêtés par Israël, environ 1/5 de la population de Cisjordanie et de la Bande de Gaza, ce qui signifie probablement quelques 40 % de la population masculine ! Quant aux femmes, mineures et mères comprises, elles étaient une dizaine en septembre 2001, après un an d'Intifada, elles sont désormais plus de 100, entassées dans des cellules immondes, sans lumière, sans hygiène, quand elles ne sont pas isolées dans des cellules spéciales.

Une question politique

Une campagne d'Addameer réclame depuis mars la libération immédiate de Manal Ghanem du camp de réfugiés de Tulkarem et de son petit garçon Nour. Il a un an et demi et, depuis sa naissance en prison, il partage le sort des détenues. En novembre 2004, alors qu'il était avec elles, elles ont été battues, aspergées de gaz et de jets d'eau froide à haute pression, le bébé a été privé de lait pendant une semaine. Traumatisé, il perd depuis sa faculté de parler et il a du subir une intervention chirurgicale.

Depuis le début de la seconde intifada, des milliers de mineurs palestiniens, ont connu la détention et ils sont encore environ quatre cents, garçons et filles. Le 4 avril, un jeune garçon de 14 ans s'est fait prendre avec un copain par plusieurs soldats de l'armée d'occupation à Naplouse. Quand il l'a appris, son petit frère de 7 ans est devenu fou. L'aîné, 17 ans est lui même aux mains d'Israël, leur père a été assassiné par les soldats devant sa maison, la maison familiale a été démolie par l'occupant.

Toutes celles et ceux qui sont allés sur place ont été témoins de la liberté totale dont jouit l'occupant pour arrêter les Palestiniens, sur le chemin de l'école, du travail, dans les maisons, dans les villes sous couvre-feux. Certains ont assisté aux rafles nocturnes, aux fouilles de maison en maison, aux brutalités des soldats pour obtenir des proches qu'ils dénoncent un mari, un père, un frère.

Durant l'été 2004, la grève de la faim de milliers de prisonniers et prisonnières palestiniens a attiré quelque peu l'attention sur leur condition et a permis de sortir de l'ombre des rapports qui témoignent de la torture et autres violations commises par Israël. Mais la question des prisonniers n'est pas simplement une question humanitaire, c'est aussi une question politique.

Tous les détenus, enfants, hommes et femmes, doivent être libérés sans condition, et remis à leurs proches, comme l'exigent les Palestiniens qui refusent les critères imposés par Israël pour les diviser et garder des otages afin de marchander la paix. Le soutien à la lutte de libération palestinienne doit porter cette revendication, il en va de sa crédibilité. En effet, en arrêtant et en emprisonnant les Palestiniens de manière arbitraire, Israël contrôle et opprime toute la population pour qu'elle renonce à sa lutte légitime.

Depuis l'élection de Mahmoud Abbas, les gouvernements européens et arabes notamment normalisent leurs relations avec Israël. Nous devons au contraire exiger des sanctions militaires, économiques, universitaires, diplomatiques, sportives... C'est l'occupant qu'il faut ... arrêter et sanctionner ! ■

Trente ans après le génocide cambodgien, un jugement est enfin en vue au Cambodge contre les leaders des Khmers rouges. Mais de quelle sorte de procès s'agira-t-il ? Soutenus par les Nations Unies, de nombreux plaignants du procès sont d'anciens collaborateurs actifs des accusés. Et quels seront les accusés concernés ? S'agira-t-il de juger également les dirigeants Khmers qui sont passés à temps dans l'autre camp ? Ou s'agira-t-il uniquement de quelques lampistes très âgés ? PAR FREDDY DE PAUW

L'héritage sanglant des KHMERS ROUGES

Les Khmers ont été "rouges" au début des années 1960. Il s'agissait alors d'un petit mouvement de guérilla rural à l'ouest du Cambodge qui luttait contre le régime dictatorial du roi Sihanouk. Ils n'avaient que peu de contacts avec le mouvement communiste "officiel" qui n'a été au Cambodge qu'une sorte d'annexe du Parti communiste vietnamien, le Parti communiste du Cambodge étant essentiellement constitué par des Vietnamiens. Avec l'escalade de la guerre du Vietnam, le Cambodge a été de plus en plus impliqué dans le conflit. Les dirigeants US étaient persuadés que les communistes vietnamiens avaient leur quartier général dans ce pays. Le Cambodge servait également de voie de transit pour acheminer les armes du Nord Vietnam vers les combattants du Vietnam du Sud.

Les troupes étatsuniennes ont donc opéré de plus en plus sur le territoire cambodgien. Le pays a été ravagé par des tapis de bombes et des commandos US y ont commis de nombreux assassinats. Entre 2 et 3 millions de personnes selon les estimations -soit presque la moitié de la population cambodgienne- ont fui les zones bombardées de la campagne vers la capitale Phnom Penh. Sihanouk a tenté de rester neutre dans le conflit, ce que les étatsuniens ne pou-

vaient tolérer. En 1970, la CIA a organisé un coup d'état pour porter au pouvoir son homme de paille, Lon Nol. A partir de ce moment, les Khmers rouges ont commencé à se développer. Plusieurs de leurs dirigeants avaient étudié en France et avaient été influencés par une version du maoïsme qui insistait fortement sur les paysans, l'encerclement des villes et le nationalisme. Le régime très corrompu de Lon Nol ne pouvait s'appuyer que sur les Etats-Unis. La défaite de ces derniers au Vietnam sonnait donc le glas du régime. La guérilla Khmer dominait la campagne et, en avril 1975, elle est entrée à Phnom Penh.

Communisme primitif

Immédiatement après leur victoire en 1975, les Khmers rouges ont fait évacuer Phnom Penh sous prétexte de risques de bombardements par les Etats-Unis. Toute la population a été conduite vers la campagne pour y travailler aux champs. Dans certaines zones -surtout celles où les Khmers avaient déjà une forte implantation, des "villages modèle" se sont constitués tandis qu'ailleurs le travail agricole était imposé par une contrainte brutale. Les intellectuels étaient considérés comme des suspects. Tous les témoignages que j'ai moi-même entendu laissent peu de doute quant à la manière dont leur "rééducation" a été menée.

Cette "rééducation" était également de mise au sein du mouvement "communiste" lui-même. Les épurations étaient incessantes, des dizaines de milliers de personnes ont été liquidées et les "ennemis de classe" étaient enfermés à Tuol Sleng, un camp de concentration près de Phnom Penh. Quiconque était soupçonné de sympathie envers les communistes vietnamiens, comme ce le dirigeant Khmer Hun Sen, devait s'exiler afin d'échapper à la mort. Les Khmers rouges se sont comportés comme les anciennes classes dirigeantes en pratiquant et en exaltant un nationalisme extrême désignant comme "ennemi héréditaire" le Vietnam voisin. En 1978, ils vont mener plusieurs actions de provocation aux frontières de ce pays, aidés en cela par la Chine de Mao qui les fournissait en armes. Les Vietnamiens ont rendu les coups: fin 1978, ils ont envahi le pays, chassé les Khmers du pouvoir et installé Hun Sen et ses camarades dissidents à Phnom Penh.

Killing fields

Le monde extérieur a alors découvert l'ampleur des "killing fields" (les champs de mort) des leaders Khmers Pol pot, Khieu Samphan et Ieng Sary. Les nouveaux détenteurs du pouvoir ont évoqué les chiffres de deux à trois millions de victimes, soit un véritable génocide con-

tre leur propre population. De nombreuses fosses communes ont été mises à jour avec les cadavres de personnes qui avaient été clairement torturées, exécutées ou qui sont mortes de privations. Au-delà des chiffres qui sont contestables, il n'y a aucun doute quant aux faits criminels qui se sont produits. Après plusieurs visites au Cambodge, à l'époque des camps de réfugiés en Thaïlande, après de nombreuses discussions avec les survivants et d'autres contacts, il est clair que le régime Khmers était de nature criminelle et pratiquait un "socialisme" avilissant.

La gauche occidentale a été pour le moins troublée après les premières informations concernant ce qui s'était passé sous le gouvernement Khmer. Ces informations ont assombri la joie ressentie avec la victoire des communistes vietnamiens sur l'armée étatsunienne. Certains ont cru dans dans un premier temps qu'il ne s'agissait que de propagande impérialiste. Mais le doute n'était plus permis lorsque les troupes vietnamiennes ont chassé les Khmers rouges, cet événement étant perçu avec soulagement par de nombreux progressistes.

Bons baisers de Bruxelles

Malgré leurs crimes, les Khmers rouges ont pourtant bénéficié après leur chute d'un soutien international important, y compris de la Belgique. Ils ont continué à occuper un siège aux Nations Unies avec le soutien des Etats-Unis, de la Chine et de l'Europe occidentale. Officiellement, ce soutien était accordé à la coalition de trois partis: les Khmers rouges, le parti de droite KPNLF et le groupe de l'ex-dictateur Sihanouk réunis sous les auspices de Washington contre leurs "ennemi commun": le Vietnam et le régime désormais en place à Phnom Penh. Mais le KPNLF n'avait qu'une faible base dans les grands camps de réfugiés de Thaïlande où il jouait un rôle dirigeant. Le groupe de Sihanouk était encore plus faible. La coalition était donc dominée politiquement, diplomatiquement et

surtout militairement par les Khmers rouges, avec le soutien total de l'occident.

Les Khmers ont bénéficié pleinement d'armes et d'instructeurs militaires. Des experts britanniques se sont chargés de leurs formations militaires en Thaïlande et dans l'ouest du Cambodge. Un ambassadeur belge a accompagné des convois de matériel, y compris des armes, venant de Chine vers les camps des Khmers. C'était l'époque où l'OTAN jouait la carte



chinoise contre l'Union soviétique et son allié vietnamien. Le ministère des Affaires étrangères belge a bloqué à ce moment-là un projet pour de livraison de matériel de chemin de fer qui devait améliorer les liaisons dans le pays. Bruxelles jugeait que le Vietnam devait être puni pour son intervention au Cambodge. Les autorités belges ont pleinement soutenu le régime des Khmers rouges, bien que leurs crimes leur étaient parfaitement connus.

La pression de la Chine et de l'occident sur le Vietnam a amené le pouvoir du gouvernement de Hun Sen à composer avec ses adversaires. Sous les auspices

des Nations Unies, des négociations ont abouti à une "solution politique" permettant aux Khmers rouges de participer à une coalition au pouvoir en échange de l'abandon de la lutte armée. Seules quelques bandes qui se sont enrichies par le trafic de diamants et de bois ont poursuivi la lutte armée.

La perversion

Le Vietnam avait installé un régime ami au pouvoir en 1979, qui s'est en partie maintenu jusqu'à aujourd'hui. S'il a mis fin aux crimes des Khmers, on ne peut pas dire que ce régime se soit empressé de construire le socialisme. Le gouvernement de Hun Sen a en effet ouvert les portes à un capitalisme sauvage, dont sweatshops et les bordels constituent les activités les plus florissantes. L'abus de pouvoir et la corruption sont monnaie courante, y compris chez les dirigeants de l'"opposition".

Le risque qu'un drame du style Khmers rouges se répète ailleurs existe-t-il? La manière dont les maoïstes philippins pratiquent des épurations - avec des exécutions, dont celles de nos camarades philippins NDLR - n'est effectivement pas de bonne augure. La question se pose surtout au Népal où les maoïstes jouissent d'un large soutien dans leur lutte contre la monarchie. Au sein du parti maoïste népalais, un débat important est en cours entre deux tendances; si ce débat interne ne mène pas à des épurations physiques, ce sera un signal prometteur.

Il y a quelques années, certains cadres Khmer Rouge ont rejoint le régime et ont été reçus bras ouverts. D'autres dirigeants attendent confortablement un potentiel procès sur la frontière thaïlandaise. Si un procès a lieu un jour, on pourra s'interroger sur les raisons des soutiens militaires et diplomatiques apportés aux Khmers. Un procès avec l'aval de l'ONU aura certainement comme but de juger également par extension les mouvements maoïstes actifs en Asie; au Népal, en Inde et aux Philippines. ■

Le journaliste français et rédacteur en chef adjoint du Monde diplomatique, Maurice Lemoine vient de publier chez Flammarion un ouvrage sur le coup d'Etat d'avril 2002 au Venezuela. Rencontre avec l'auteur. PAR FRÉDÉRIC LÉVÊQUE

"Chavez Presidente!"

Un docu-roman sur le Venezuela

La première chose qui vient à l'esprit quand on tombe sur le nouveau livre de Maurice Lemoine *Chavez Presidente!* est de se dire: "quel pavé!". Certains seront certainement refroidis par les 850 pages de l'ouvrage. D'autres, ceux qui pensent déjà aux vacances, se demandent com-

bolivarienne. Cette ouvrage revient, sous la forme d'un "docu-roman", sur le coup d'Etat médiatico-militaire, dont Maurice Lemoine a été le témoin direct, qui renversa Chavez le 11 avril 2002 et qui fut mis en échec par la mobilisation populaire et la loyauté d'une grande partie de l'armée deux jours plus tard.

On peut évidemment se demander pourquoi la forme du roman est privilégiée. Maurice Lemoine répond: "Quand j'ai démarré, j'ai fonctionné sur une intuition. Si tu écris aujourd'hui un essai sur le Venezuela en français, tu intéresseras, en gros, entre la Belgique, la France et la Suisse, 1.000 à 1.500 personnes: des personnes hyper pointues, déjà intéressées par le Venezuela de Chavez. Et on sait que les bouquins sur l'Amérique latine se vendent mal. Donc, la question qui se pose, c'est comment intéresser un plus grand nombre de lecteurs sur ce qui est en train de se passer au Venezuela. Il faut passionner les gens, il faut les faire plonger dans la réalité. Pour raconter cette réalité, écrire un roman est à mon sens ce qui était le plus adapté". En effet, si ce livre intéressera évidemment les passionnés de l'actualité latino-américaine, il devrait plaire aussi aux amateurs de romans d'espionnage.

"Mon livre, je le définis comme un docu-roman, c'est-à-dire une tentative de restitution de la réalité à travers la technique romanesque", explique l'auteur, rencontré à Paris en avril dernier. "Cela pourrait s'apparenter à un roman d'espionnage dans la mesure où le bouquin essaie de démonter les mécanismes d'un coup d'Etat moderne, c'est-à-dire un coup d'Etat qui serait

un peu comme le Canada Dry. Cela ressemble à un coup d'Etat, cela a l'odeur d'un coup d'Etat, cela a les couleurs d'un coup d'Etat mais certains pourraient ensuite prétendre que cela n'en est pas un".

Chavez Presidente! nous invite à plonger au coeur de la lutte politique qui déchire le Venezuela, avec le Comandante Chavez, son entourage, ses partisans des quartiers populaires, les "oligarques" qui tentent de le renverser, les médias qui lui font la guerre, la classe moyenne qui a "pété un plomb", les militaires révolutionnaires, constitutionnalistes ou contre-révolutionnaires, etc. Le docu-roman retrace toute l'organisation du coup d'Etat, son déroulement et sa fin heureuse.

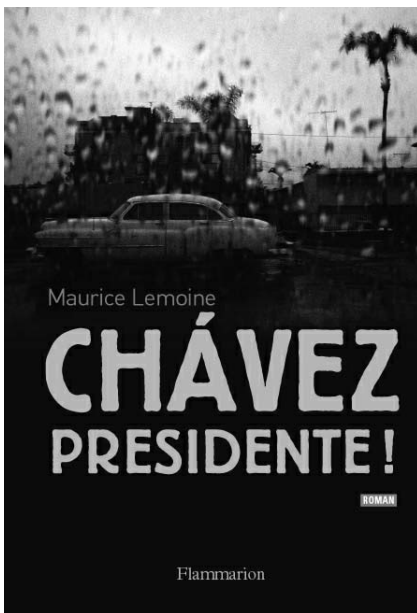
Romancer la réalité rend celle-ci plus passionnante mais comment faire la distinction entre la réalité, les faits, les propos véritablement tenus par les protagonistes et la fiction? "Je fais dire des tas de choses à des tas de gens dans ce roman. Mais tout ce que je fais dire à Chavez, il l'a dit à un moment ou à un autre. Pour les discussions avec son épouse, par exemple, je suis parti d'une interview qu'elle a donnée après leur séparation. La part du romancier est de réinventer un dialogue entre eux. Ce que je fais dire aux militaires ou à des gens de l'opposition, ils l'ont dit ou quasiment lorsqu'ils ont témoigné à la commission d'enquête de l'assemblée nationale mise en place immédiatement après le coup d'Etat. Evidemment, quand je fais intervenir un agent de la CIA, comme je n'étais pas sous la table, je suis obligé d'inventer un peu, mais les logiques sont respectées. J'ai essayé de respecter



Maurice Lemoine

ment ils pourront caler ce livre dans leurs bagages, entre la crème solaire et leurs sandales. Les adeptes de la lecture au lit, quant à eux, imaginent déjà les contorsions qu'ils vont être obligés de faire pour tenir le dernier opus du journaliste français.

Il leur faudra pourtant trouver une solution car *Chavez Presidente!* est passionnant. Contrairement à ce que pourrait laisser entendre le titre, il ne s'agit pas ici d'une biographie du leader controversé de la révolution



au maximum la chronologie et la réalité. La part d'imagination est de 10%. Je ne pars pas d'un truc complètement fantaisiste. Le fait d'avoir dans ce roman conservé le nom d'Hugo Chavez, président de la République bolivarienne du Venezuela, m'empêche de délirer complètement. Je dirais qu'il faut voir le livre comme un document, un document romancé certes, mais un document".

L'une des particularités du roman est que l'auteur a changé les noms et prénoms des protagonistes. Le magnat de la presse Cisneros devient Berlusconi (sans clin d'œil bien sûr...), le Premier ministre espagnol Aznar devient Franco Azarnar. Seul Chavez (et Fidel) conserve son nom. Pour expliquer cela, l'auteur insiste: "L'important pour moi, c'est que le lecteur comprenne les logiques. Ceux qui connaissent le Venezuela vont reconnaître vraiment beaucoup de monde. Ceux qui ne le connaissent pas, que le général putschiste s'appelle Gonzalez Gonzalez ou Gomez Gomez, cela ne changera rien pour eux".

En écrivant un roman plutôt qu'un ouvrage scientifique d'analyse, l'auteur rend compte des comportements et des contradictions des individus, ce qui est compliqué à faire dans un essai, généralement rempli de notes de bas de page.

"Moi, si on me pose la question, je

dis que c'est un document sur la révolution bolivarienne. Il y a beaucoup de scènes qui ont lieu dans les quartiers populaires, pour que le lecteur comprenne ce qui s'y passe, pourquoi ces gens ont voté à 59% pour Chavez lors du référendum révolutionnaire.

Dans un article ou dans un essai, tu es coincé par plein de choses. Si tu écris un essai sérieusement comme on le fait au Diplo, il faudrait 4.500 notes dans ce bouquin pour expliquer que machin a dit cela à tel moment. Et puis écrire un essai, cela voudrait dire: voilà, c'est moi Maurice Lemoine, spécialiste de l'Amérique latine et voilà ce qu'il faut penser de cela. Je

ne suis pas un maître-penseur. Je préfère que le lecteur se fasse son opinion tout seul. Je lui laisse une part de liberté.

Je connais le Venezuela mais je reste un individu, avec mes limites ... Et puis, ce qui intéresse, c'est la vie, pas la théorie. Je souhaite déjà bien du courage à celui qui va tenter de théoriser la révolution bolivarienne. C'est la vie qui est intéressante, voir comment cela fonctionne. Et cela dans un reportage, tu ne peux pas le faire passer. Parce qu'on oublie aussi, y compris dans un processus révolutionnaire, qu'il y a des individus derrière, avec leurs passions, leurs faiblesses, ... ". ■

Équateur: La « rébellion des hors-la-loi »

Du 14 au 21 avril 2005 s'est développée en Equateur une mobilisation sociale qui a précipité la chute du gouvernement de Lucio Gutiérrez. La composition de cette agitation sociale ayant Quito -la capitale- comme scène principale fut majoritairement marquée par les couches et classes moyennes.

Lucio Gutiérrez était parvenu à la présidence grâce au soutien du mouvement indigène et des partis de la gauche. Il s'est immédiatement détourné d'eux et, après avoir pactisé avec le Parti social-chrétien (PSC), est finalement passé du côté de l'oligarchie et du FMI. Gutiérrez a parfaitement aligné son régime sur l'administration Bush. Lors de son premier voyage à Washington, en 2003, il s'est auto-proclamé «le meilleur allié des États-Unis». Lors de la réunion de Guadalajara, en 2004, il a traité la grande puissance de «notre grand frère». Toutefois, la goutte qui a fait déborder le vase, le détonateur de la crise, fut le retour de l'ex-président Bucaram (qui fut chassé du pouvoir par une autre mobilisation populaire) au début du mois d'avril à la suite des résolutions du Président de la Cour Suprême, sous la coupe de la majorité gouvernementale. Il avait déclaré nuls tous les procès en cours contre l'ex-président.

L'appel à la mobilisation contre cette décision est venu d'une radio alternative, la Radio La Luna, qui s'est transformée en caisse de résonance de l'indignation

sociale. Cette radio a appelé à un concert de casseroles le mercredi 16 avril à 21 h. Des milliers de personnes se sont rassemblées et ont marché vers le siège de la Cour Suprême de Justice. Ces manifestants se sont unis en se proclamant «citoyens auto-convoqués». Ils ont demandé des changements profonds de la société équatorienne en adoptant le slogan «Que se vayan todos!» («Qu'ils s'en aillent tous!»), à l'instar des manifestants qui avaient pris les rues de Buenos Aires en Argentine en 2001. Ils ont adopté en positif le qualificatif dédaigneux de «hors-la-loi», employé par Gutiérrez à leur encontre. Depuis la nuit où le président a inutilement tenté d'établir l'état d'urgence, tous ont proclamé: «Je suis aussi un hors-la-loi».

Le 21 avril, après plusieurs jours d'affrontements dans la capitale, le Parlement destituait Gutiérrez et l'armée lui retirait son appui.

Le renversement du gouvernement de Lucio Gutiérrez constitue un revers pour le Département d'État des États-Unis qui s'était de plus en plus immiscé dans la politique intérieure de l'Équateur, en particulier via le déploiement du Plan Colombie, du renforcement de sa base militaire à Manta et des négociations du Traité de libre commerce. ■

(A.R.), D'APRÈS INPRÉCOR

Le 14 mars 2005, conformément aux exigences aveugles du FMI et de la Banque mondiale, le gouvernement nigérien augmente la TVA sur les produits de première nécessité. C'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. La population descend dans la rue. Un bras de fer s'engage entre le gouvernement et le mouvement social ... PAR OLIVIER BONFOND

Mobilisation sociale HISTORIQUE

Lors des précédentes élections présidentielles fin 2004, une victoire électorale de la Gauche était tout à fait possible. Le régime en place était usé et depuis plus d'un an, 3 partis d'opposition, dont l'ORDN (Organisation Révolutionnaire Démocratie Nouvelle, organisation révolutionnaire à tendance marxiste), tentaient de former une alliance s'articulant autour de deux priorités: l'éducation (refus de voir 80 % des enseignants devenir des "appelés volontaires", contractuels sous-payés comme l'exige la Banque mondiale) et la santé (accès aux soins d'urgence pour tous alors qu'aujourd'hui, il faut payer pour être inscrit à l'hôpital et amener ses médicaments). Malheureusement, certains partis n'ont

Les politiques néolibérales reprennent

Dès janvier 2005, Mamadou Tandja, au pouvoir pour un second mandat de 5 ans, promulgue une loi rectificative au budget, augmentant la TVA à 19 % sur la farine de blé, le sucre, le lait, l'eau et l'électricité. Lorsque cette mesure est mise en application début mars, la population, déjà appauvrie par des années de mauvaises récoltes (sècheresses et attaques de criquets migrants) et d'ajustements structurels (privatisations, licenciements et gel des salaires dans la fonction publique, ...) descend en masse dans la rue pour exprimer son mécontentement. Plus de 100 000 personnes dans les rues de Niamey le 15 mars 2005, c'est du jamais vu depuis 25 ans! Les raisons qui expliquent cette mobilisation sont doubles.

Un mouvement qui s'organise

La situation économique et sociale catastrophique du pays (avant dernier dans le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH), une personne sur trois souffre de la faim, ...) et l'impact direct de cette mesure sur le pouvoir d'achat, expliquent largement cette mobilisation. Mais cette dernière est également l'aboutissement de plusieurs années de croissance et de renforcement du mouvement social. La réaction sociale, organisée autour de trois organisations de consommateurs, a réussi à créer une large force unitaire autour d'une "coalition contre la vie chère", regroupant 29 organisations et les 4 confédérations syndicales.

Les "erreurs" du gouvernement

Afin de détourner les "énergies" et d'éviter un débat de fond sur cette mesure, le gouvernement procède à des arrestations arbitraires dès la

première manifestation. Mais cette loi a été adoptée en octobre 2004, alors qu'il n'en était pas question lors des élections présidentielles. La population se sent trompée et exige des explications ("Ce sont des pourris qui nous ont menti."). Les responsables politiques tentent alors de se justifier, au nom d'une mondialisation libérale inéluctable: les politiques d'ouverture et de suppression des barrières douanières, imposées par l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest africaine) et le FMI, ont occasionné une baisse des rentrées pour le gouvernement. Il doit donc trouver des ressources supplémentaires et la seule solution serait d'augmenter la TVA. Cet argument ne convainc pas et la coalition maintient la pression en organisant des journées villes mortes. Toute la population est partie prenante de l'action: les marchés sont fermés, les taxis à l'arrêt, ...

Le gouvernement prend peur et se radicalise. Il arrête sans mandat et sans chef d'accusation les responsables de la coalition. Une fois de plus, le mouvement social est criminalisé. Ils vont jusqu'à être accusés de complot contre la sûreté de l'Etat!

Première victoire importante

Le mouvement tient bon, la solidarité internationale s'organise et après une nouvelle journée ville morte massivement suivie, c'est la victoire! Le gouvernement vient de reculer. Les prisonniers sont relâchés et la mesure est largement supprimée: la TVA ne sera maintenue que sur le sucre! Cette victoire est très importante. Elle démontre qu'avec une population unie et mobilisée, il est possible de résister et de faire plier la logique néolibérale destructrice qui fait rage



pas osé garder une position ferme et claire et ont choisi de privilégier leurs postes et leurs prébendes. Isolé et sans moyens pour mener campagne, c'est le fiasco électoral pour l'ORDN, malgré les liens tissés avec les mouvements sociaux ces dernières années. Rajoutons que les raisons de cet échec sont également externes: Chirac ne voulait surtout pas connaître à nouveau une situation à l'ivoirienne, où un intellectuel non lié aux réseaux français accède au pouvoir. La France n'a donc pas hésité à soutenir activement le régime en place, notamment en fournissant, par l'intermédiaire d'Omar Bongo (président du Gabon), deux hélicoptères et une équipe de campagne.

dans l'ensemble du tiers-Monde.

Ce combat ne doit cependant pas s'arrêter là. Les mouvements sociaux nigériens l'ont bien compris. Alors que le gouvernement vient d'augmenter le prix de l'essence, la société civile dénonce avec force cette mesure qui ne vise qu'à compenser l'autre. Profitant du soutien d'une population plus consciente et revigorée, ils portent également sur la place publique d'autres revendications, tels que la remise en cause des avantages de la classe dirigeante (salaires exorbitants,

fonds spéciaux, ...), mais aussi la suppression des pratiques esclavagistes, encore présentes dans l'ouest du pays, fait scandaleux que le gouvernement continue de nier. Celui-ci vient d'ailleurs d'arrêter un responsable de cette lutte en l'accusant d'escroquerie. Les mouvements sociaux ont du pain sur la planche, mais le Niger est en mouvement et il s'agit de rester attentif et de le soutenir activement. Selon Mamane Sani, membre de l'ORDN, l'important maintenant est de "structurer le mouvement, de l'élargir géographiquement et de le politiser, afin

d'ouvrir de nouvelles perspectives réellement alternatives. Les politiques économiques et les accords régionaux de ces dernières années se sont réalisés contre les intérêts de la majeure partie de la population, et sans aucune consultation. Remettre en cause ces choix et instaurer un véritable débat national démocratique sur ces mêmes choix, doivent être des objectifs prioritaires. C'est à la population nigérienne de décider de son avenir, de manière libre et autodéterminée, et non au FMI ou à une classe dominante corrompue". ■

Grande-Bretagne: La gauche radicale progresse

Lors des élections générales du 5 mai, la réélection du Parti travailliste de Tony Blair, avec une majorité parlementaire suffisante pour former un gouvernement, n'a surpris personne. La formation du troisième gouvernement travailliste consécutif est historique pour le parti, malgré le passage de sa majorité de 125 députés à 66. Mais la participation électorale reste faible (61 %). La principale explication de ce phénomène réside dans le peu de différences qu'il y a entre les trois principaux partis parlementaires - travaillistes, conservateurs et libéraux-démocrates. Et, plus inquiétant encore pour Blair, la part des votes pour les travaillistes est tombée à 36% (la plus basse pour un parti au gouvernement depuis 1832). Les vicissitudes du système électoral sont telles qu'avec de tels scores, les travaillistes obtiennent la majorité des élus.

Avec un chômage à 4,7 % et une inflation à 3,2 % (des taux parmi les plus bas en Europe), il y avait à première vue peu de raisons pour que l'économie soit une des causes de la baisse de popularité des travaillistes. C'était sans compter la privatisation des services et la précarisation de l'emploi. Les travaillistes ont continué à privatiser au même rythme que les conservateurs. Tout investissement pour les services publics se fait maintenant par le biais de compagnies privées, avec des contrats de très longue durée. L'écart entre les riches et les pauvres a donc continué à s'accroître. Les retraités sont

parmi les plus pauvres d'Europe (environ 120 euros par semaine), et le coût des études supérieures est le plus élevé du monde (environ 4.700 euros de frais annuels d'inscription) après le Japon.

Les libéraux-démocrates, parti bourgeois centriste, ont fait campagne pour donner l'impression d'être à gauche du Parti travailliste, ce qui n'est pas difficile. Ils ont adopté des positions moins néolibérales sur les questions économiques et sociales, ont fait opposition aux travaillistes et aux conservateurs sur les questions sécuritaires et n'ont cessé de rappeler qu'ils avaient été contre la guerre en Irak. Ils ont maintenant 62 députés avec 22 % des suffrages, alors que les conservateurs en ont 197 avec 32 %.

Mais le plus inquiétant pour Blair, ce sont les résultats de Respect (voir notre précédent numéro de La Gauche), et en particulier l'élection de George Galloway à Bethnal Green, dans l'Est londonien. Malgré un effort sans relâche du Parti travailliste pour éviter son élection, Galloway a reçu 39 % des suffrages, devançant de 900 voix la candidate travailliste. Respect avait présenté 26 candidats et a reçu 68.071 voix, avec une moyenne de 6,9 % des suffrages. Ils sont arrivés deuxièmes après les travaillistes dans trois circonscriptions. Les résultats de Respect sont les meilleurs pour la gauche depuis 1945.

Le Parti travailliste et la presse bourgeoise prétendent que Respect n'a pas



d'autre position que celle sur la guerre. Évidemment, la guerre est une question clé en Grande-Bretagne, mais Respect a aussi mené sa campagne sur les grandes questions sociales et économiques - contre les privatisations et pour la défense des services publics, contre la réforme des retraites, pour des logements publics bon marché pour résoudre la crise immobilière à Londres, contre le racisme et la politique sécuritaire.

C'est un programme politique large qui a convaincu des jeunes, des syndicalistes, des adhérents du Parti travailliste et les communautés issues de l'immigration. Respect a maintenant une base solide pour gagner des élus municipaux l'an prochain. Et, plus important, ces résultats donnent une crédibilité à Respect, qui lui permet de devenir un parti militant de poids sur la scène politique nationale, le seul à même de lutter contre le néolibéralisme. ■

DE LONDRES, FREDERIC LEPLAT

Le 17 avril dernier se tenait l'élection de l'assemblée basque. Le taux de participation était de 69 % - onze points de moins que lors du dernier scrutin, notamment en raison du climat d'apaisement ressenti depuis la déroute électorale de la droite "espagnoliste" en 2001. De plus, les socialistes ont changé de stratégie, en modérant leur discours sur la question basque et en rompant l'alliance qu'ils avaient conclue avec le Parti Populaire (PP) contre le Parti nationaliste basque (PNV, droite nationaliste, au pouvoir au Pays basque). PAR JOSÉ RAMÓN CASTAÑOS. TRADUCTION DE LEO CALVO.

Le temps des SOLUTIONS

Le PP et le PNV sont donc les deux grands perdants de la baisse de la participation. Le PP perd 6 % et quatre sièges, en partie au profit du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE). Le PNV perd quant à lui 4 % et quatre sièges, alors que toutes les enquêtes lui donnaient la majorité absolue (38 sièges) en cas d'absence, pour illégalité, de la gauche nationaliste (Batasuna). Cette hypothèse donnait une nouvelle légitimité au plan Ibarretxe (projet de "souveraineté partagée" avec l'Espagne), après qu'il ait été rejeté par le Parlement espagnol. Dans la crainte d'un tel scénario, les socialistes ont favorisé la légalité de la candidature de réserve de la gauche nationaliste, le Parti communiste des terres basques (Ehak). Cela explique l'absence de majorité absolue pour le PNV. Mais son recul en nombre de voix est dû à l'abstention d'une partie de la "majorité silencieuse", qui n'a pas été voter, voyant s'éloigner le péril d'une remise en cause de l'autonomie basque, et à la défection du vote de la gauche nationaliste, qui s'est exprimée pour l'Ehak.

Le retour de la gauche nationaliste a bénéficié de l'absence d'attentats mortels de l'ETA ces deux dernières années, mais également du rejet de la loi sur les partis (réformée le 4 juin 2002, elle permet d'interdire les partis "ayant des liens avec le terrorisme"). et de la mise hors la loi arbitraire et injuste de Batasuna. Il faut mentionner également la peur de l'hégémonie que le PNV exerce

sur le souverainisme basque. Ce projet politique est un patrimoine historique de la gauche nationaliste. C'est elle qui l'a promu, comme un mouvement de rébellion citoyenne associée à l'idée socialiste de transformation sociale. À gauche toujours, Aralar apparaît discrètement, avec un parlementaire élu, pour témoigner de l'opposition d'une partie de la gauche nationaliste à la tutelle politique de l'ETA sur elle. Izquierda unida conserve ses trois sièges, sans avoir convaincu que sa participation au gouvernement basque avait produit un virage à gauche.

La nouvelle carte politique du Pays basque offre un cadre renouvelé. Le PNV continue à être le parti majoritaire, avec 39 % des voix. Le "souverainisme basque" a élargi ses positions par rapport au "constitutionnalisme espagnol". Le Parlement basque est donc plus nationaliste et plus de

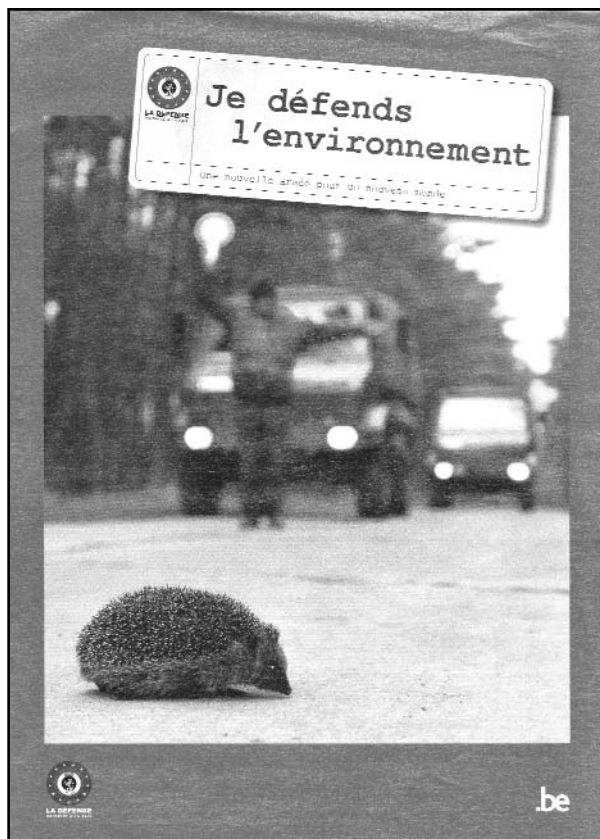
gauche (60 % des voix et 42 sièges contre 40 % et 33). Les socialistes enlèvent à la droite le leadership du constitutionnalisme espagnol. L'alliance PP-PSOE est rompue et la ley de partidos contre Batasuna est rendue inutilisable.

De nouvelles perspectives politiques se dessinent. Le rejet du plan Ibarretxe par le PSOE n'a pas été accompagné d'une nouvelle offensive du centralisme espagnol, mais de la promesse d'un nouveau statut pour le Pays basque. Si la Constitution n'est plus intouchable, si l'autonomie basque peut être réformée pour parvenir à un niveau de souveraineté politique plus importante et si le pacte antiterroriste est remplacé par la tolérance et le dialogue, nous sommes alors en présence d'un changement de cycle politique.

Le nouveau scénario politique semble ouvrir des perspectives de solution au conflit. Le dialogue multilatéral dans et

hors le Parlement peut clore le cycle de l'intolérance ouvert par l'échec du pacte Ajuria-Enea (1997). La reconnaissance mutuelle et l'absence de violence peuvent permettre de transposer la question sur le contenu du pacte. Le plan Ibarretxe devra changer de nom pour que tous les Basques puissent se reconnaître dans le noyau fondamental de son contenu. En dehors de celui-ci, il n'y aura pas de solution démocratique, mais bien permanence du conflit. ■





Nos sergents-recruteurs ne savent plus quoi inventer pour attirer la jeunesse. Après avoir longtemps évoqué la virilité de l'uniforme -qui fait de vous un homme, un vrai- après avoir décrit les voyages exotiques qui vous attendent au bout d'un engagement, l'armée belge se met au goût du jour et se fait alterglobaliste ("Une nouvelle armée pour un monde nouveau") et écolo. Le message de l'affiche ci-contre est on ne peut plus clair: l'armée, c'est une bande de Babas-cools qui protègent les petits hérissons. Mais ce que l'image ne montre pas, c'est qu'un instant plus tard le gentil hérisson était réduit en bouillie par une char d'assaut Léopard II de 20 tonnes..



Bouquinages

"L'altermondialisme en France - La longue histoire d'une nouvelle cause". Sous la direction d'Eric Agrikoliansky, Olivier Fillieule et Nonna Mayer Editions Flammarion, Paris, 2005, 371 pp. Le mouvement altermondialiste fait débat, provoque des analyses, des polémiques et l'écriture de nombreux ouvrages. Quelles sont ses origines ? Quelle est son "année zéro" ? Où et pour quelles raisons est-il apparu ? Est-il à gauche ou autre part ? Son obédience idéologique est-elle marxiste ? L'altermondialisme, une finalité reformiste ou révolutionnaire ? Si ces questions vous interpellent, alors plongez-vous sans plus attendre dans "L'altermondialisme en France - La longue histoire d'une nouvelle cause", édité tout récemment chez Flammarion. Ce livre collectif est une somme de contributions, les plus intéressantes les unes que les autres, pour tout savoir sur ce nouveau (il aurait vingt ans d'âge) mouvement de contestation du système néolibéral mondialisé. Il décrit des liaisons et des comparaisons pour mieux saisir les pivots de l'altermondialisme, en évoquant les luttes tiers-mondistes, les sources chrétiennes de la solidarité internationale, les combats paysans menés par José Bové, le rôle du Monde diplomatique, le mouvement



social de l'hiver 1995, les médias alternatifs, la naissance d'ATTAC... Chaque partie de l'ouvrage a été prise en mains par un spécialiste universitaire de ces questions. Axé sur la "branche française" du mouvement de remise en cause du capitalisme, mais permettant une compréhension globale du phénomène, ce livre ouvre aussi des pistes pour faire perdurer l'altermondialisme et permettre aux générations futures du militantisme la poursuite, sous d'autres formes, des combats entamés jadis par les socialistes révolutionnaires internationalistes. ■ (M.AZ).



INPRECOR, mai-juin 2005. La IVE Internationale publie la revue Inprecor éditée à Paris. C'est une source d'informations assez incomparable qui s'adresse aux militants et à tous ceux qui veulent mieux connaître et comprendre les événements politiques et sociaux dans le monde. Au sommaire de mai-juin, des articles sur la France, le Venezuela, l'Equateur et un gros dossier sur la Russie. On peut s'y abonner à raison de 30 euros pour 6 mois ou 55 euros pour un an en versant cette somme en Belgique au compte 001-1050035-86 pour Inprecor, 27 rue Taine à Paris XIIe. ■ (G.D)

1923-1995 Ernest Mandel

Dix ans déjà...



Il y a 10 ans, le 20 juillet 1995, disparaissait notre regretté camarade Ernest Mandel. D'origine allemande, né à Francfort en 1923 mais ayant grandi à Anvers et vécu la plus grande partie de sa vie à Bruxelles, Mandel s'engagea très tôt dans la lutte révolutionnaire où il devint jusqu'au dernier jour de sa vie l'un des principaux dirigeants de la IVe Internationale et de sa section belge. Mandel fut également l'un des principaux co-fondateurs de notre journal *La Gauche* (dont nous fêtons le demi-siècle d'existence en 2006). Avec toute la force et les limites propres à tout être humain, Ernest Mandel était une personnalité forte; un journaliste et un polémiste de talent pouvant écrire et parler aisément en Français, Allemand, Néerlandais, Anglais ou Espagnol; un économiste de renommée internationale; un théoricien marxiste novateur, mais surtout un militant infatigable pour la cause des travailleurs. Au travers une oeuvre théorique et militante fort riche, il aura influencé durablement des générations de militants révolutionnaires, des syndicalistes de combat ou des intellectuels partout dans le monde.

A l'occasion du dixième anniversaire de la mort de notre camarade, nous souhaitons rendre un hommage digne du personnage en diffusant ses idées et une oeuvre qui a beaucoup à nous dire sur le monde d'aujourd'hui. Pour ce faire, un site internet: www.ernest-mandel.org, rassemblant des textes, photos et études sur son oeuvre, sera mis en ligne en juillet 2005 (si vous possédez des documents inédits, des lettres ou des photographies, ou si vous souhaitez collaborer à la construction de ce site, vous pouvez nous contacter à l'adresse info@sap-pos.org). Notre camarade Chris Den Hond prépare un film DVD biographique comprenant de nombreuses images d'archives et des interviews de personnes ayant connues Mandel. Nous publierons également un Cahier de *La Gauche* spécial et, enfin, dans le courant du mois de novembre, se tiendront un colloque (co-organisé par la Fondation Léon Lesoil et la Fondation Mandel) et un meeting d'hommage militant et internationaliste. Plus de détails sur ces différentes initiatives suivront dans nos prochaines éditions... ■

sommaire

ALTERNATIVES	
■ G8 Alternatives	2
EDITO	
■ La Mémoire résistante	3
ECO-LOGIQUE	
■ Le retour de la question des sols	4
REB'ELLES	
■ Chansons au féministe	5
ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS	
■ Etats Généraux de la Culture...	6
POLITIQUE	
■ BHV: Villes et globalisation	8
■ TCE: Un Non à la résignation	10
■ TCE: La mobilisation continue	11
■ Europe Retour à l'aristocratie	12
SOCIETE	
■ Le retour des fous de Dieu	13
DÉBATS	
■ Revenu garanti: une avancée?	14
SOCIAL	
■ Perspectives à Gauche	16
SYNDICAT	
■ Albert Faust. Parcours...	18
INTERNATIONAL	
■ Proche Orient. Peuple emprisonné	19
■ Cambodge. Héritage sanglant...	20
■ Venezuela. Chavez Presidente !	22
■ Equateur. Rébellion hors-la-loi	23
■ Niger. Mobilisation sociale	24
■ Grande-Bretagne. Gauche radicale...	25
■ Pays Basque. Le temps des solutions	26
ARRÊT SUR IMAGE	27
BOUQUINAGES	27

**La rédaction de *La Gauche* souhaite à ses lecteurs et lectrices d'excellentes vacances ensoleillées.
Rendez-vous en septembre!**

Si le monde d'aujourd'hui nécessite - plus que jamais selon nous - un engagement conscient afin de le transformer radicalement, nous ne prétendons nullement détenir toutes les réponses. Contribuer, avec d'autres, à "Comprendre le monde pour le changer" comme l'exprime la devise de notre journal depuis de nombreuses années, tel est notre souhait le plus ardent.

■ **OUVERTURE. la gauche** donne la parole aux progressistes. Des militant/es de plusieurs horizons participent à l'élaboration de *la gauche*, au niveau du comité de rédaction, comme au niveau de l'écriture. Une façon de contribuer à une dynamique de convergence des gauches...

■ **DÉBAT. Le débat au centre... de la gauche.** Tous les mois, le journal consacre ses pages centrales à un débat d'actualité, issu des réflexions qui circulent à travers les mouvements progressistes.

■ **ANALYSE MARXISTE.** Depuis près d'un demi siècle, *la gauche* est un outil de réflexion militante résolument ancré dans une perspective anti-capitaliste. Notre journal se veut également un outil et un allié au service des luttes sociales, féministes, écologistes et internationalistes. *la gauche* est éditée par le Parti Ouvrier Socialiste et présente, entre autres, les analyses et les points de vues de ce dernier.

■ ... et des **SUPPLÉMENTS.** Ponctuellement, *la gauche* s'accompagne d'un supplément, consacré à un thème d'actualité ou d'ordre plus théorique. Histoire de creuser encore un peu plus certains sujets.